

Pierre Beauvois

Informatique et politique



Rosine Lewin

L' « effet
Tindemans »,
c'est quoi ?

David Scheinert

Anomalies
littéraires
belges

CAHIERS MARXISTES

revue mensuelle

10me année — septembre 1979
Nouvelle série — No 57 (78)

Sommaire

Rosine Lewin	
De l'« effet Tindemans » à la rentrée politique	p. 1
Pierre Bauvois	
Informatique et politique	p. 15
David Scheinert	
Inventaire des anomalies littéraires belges	p. 25
Paul Aron - Didier Dupont	
Notes sur la « littérature prolétarienne » en Belgique (1918-1940)	p. 38
En diagonale :	p. 46
Tempête sur le Vietnam	
A travers les discours polonais de Jean-Paul II	

En couverture : un dessin de Jo Dustin.

Comité de patronage : Edmond Dubrunfaut, Robert Dussart, René Noël, Willy Peers, Roger Somville, Jean Terive ●

Comité de rédaction : Jacques Aron, Jean Blume, Francis Chenot, Claudine Cyprès, Augustin Duchateau, Pierre Ergo, Serge Govaert, Pierre Joye, Rosine Lewin, Jacques Moins, Jacques Nagels, Christine Renard, Claude Renard, Christian Vandermotten, Jean-Paul Vankeerberghen, Benoît Verhaegen.

Rédacteur en chef : Rosine Lewin.

Secrétaire de rédaction : Pierre Ergo

Edité sous le patronage de la Fondation Joseph Jacquemotte

De « l'effet Tindemans » à la rentrée politique

Un Flamand sur trois, un Belge sur six a donc voté le 10 juin 1979 pour Leo Tindemans. 983.600 voix de préférence, c'est un événement. On a parlé d'« effet Tindemans », ce qui ne signifie pas grand'chose et n'explique rien.

Il s'agit vraisemblablement de la combinaison entre l'attrait d'une personnalité et la force d'une politique.

Quelle personnalité et quelle politique ? C'est ce que nous allons essayer d'examiner.

SON REVE : JOURNALISTE OU DIPLOMATE

La carrière de Leo Tindemans est curieuse et commence tard.

L'homme est né en 1922 à Zwijndrecht (sur la rive gauche de l'Escaut) dans un milieu qu'il qualifie lui-même de modeste. Son père est conducteur de travaux dans une grosse firme. Au foyer, on parle politique « sans être engagés », dira Leo plus tard.

Quand éclate la guerre, il a 18 ans. Il s'inscrit à l'Institut supérieur de commerce Saint-Ignace, à Anvers, où il découvre le monde et dévore beaucoup de livres — Henri De Man notamment, qu'à l'époque, il connaît par cœur. En 1944, il est licencié en sciences commerciales et consulaires. Il est aussi chef-scout et heureux de l'être. C'est grâce au scoutisme, estime-t-il, que les jeunes de son groupe n'ont sombré ni dans le nationalisme, ni dans la collaboration. Apparemment, l'idée d'un engagement dans la résistance lui est étrangère. Anvers ne comptait pourtant pas que des nationalistes ou des collaborateurs.

De l'occupation, il retiendra surtout une image : « J'ai vu abattre un homme ».

Après un service militaire qui lui fait découvrir une Allemagne ravagée et défaite, Leo Tindemans qui rêvait de devenir diplomate ou journaliste, entre à « *Gazet van Antwerpen* » (1). Il n'y reste que vingt mois, dont quelques-uns comme documentaliste.

Puis, le voilà fonctionnaire au ministère de l'Agriculture, service des accords commerciaux. Sur ces entrefaites, il est promu président des Jeunes sociaux-chrétiens de l'arrondissement d'Anvers et collaborateur de leur journal. C'est là que Robert Houben le repère et l'appelle à travailler au Centre d'études du PSC, qu'il dirige. Leo Tindemans abandonne sa brève carrière de fonctionnaire; il ne rentrera au département de l'Agriculture que comme ministre, en 1971.

Pour l'heure, il est attaché au CEPES et il y restera de 1955 à 1958. Il y sera initié aux arcanes de la politique : secrétaire de la Commission de l'agenda, il prépare des dossiers pour l'action gouvernementale. 1955-1958 : c'est une période-charnière. En mars 1955, a lieu la « manifestation nationale » contre la loi Collard, qui draine toutes les forces catholiques du royaume contre une loi « dangereuse pour l'âme de l'enfant », dûment promulguée au « *Moniteur* ». Novembre 1958 voit la signature du Pacte scolaire. Un tournant a été pris, qui décloisonne dans une certaine mesure les univers jusque-là étanches des catholiques et des non-catholiques belges.

Le stage au CEPES vaut à Leo Tindemans une étiquette d'homme d'études qu'il portera longtemps. Mais le CEPES lui a aussi donné la curiosité du pouvoir. En 1958, il accepte — non sans hésitations — la charge de secrétaire national du PSC (doté d'une structure unitaire). Cette charge il l'assumera jusqu'en 1964, et ce sont encore des années importantes : indépendance du Congo belge, grève du « million », montée en Wallonie du mouvement pour le fédéralisme et les réformes de structure.

EN DEHORS DES « STANDEN »

Sans doute est-ce à cette ascension dans l'appareil, via les services d'étude, que L.T. doit de n'être classé dans aucun des trois « *standen* » classiques de son parti. Il ne s'identifie ni au mouvement ouvrier, ni à la fédération des classes moyennes, ni au Boerenbond. C'est d'ailleurs aussi le cas de Wilfried Martens.

Aux élections de 1961 qui font suite à la grande grève contre la loi unique, L.T. est élu député à Anvers. L'année suivante, il est invité par Henry Kissinger à suivre son séminaire de Harvard; il se délectera des enseignements de « dear Henry ».

En 1965, l'homme devient bourgmestre d'Edegem. Ce provincialisme est compensé par sa nomination de secrétaire général de l'Union européenne démocrate-chrétienne, qui vient de succéder aux Nouvelles Equipes Internationales. Dans le même temps, L.T. s'inscrit à la Katholieke Universiteit Leuven (où les Walen ne sont pas encore bûten). Il y décrochera une licence en sciences politiques, avec un mémoire sur Frans Van Cauwelaert et l'idée européenne.

(1) G.v.A. est un journal attaché avant tout à la défense de la Flandre et de la catholicité, un journal des petites gens, dit-on. La moitié de ses lecteurs se recrutent parmi les commerçants, les employés, les agriculteurs. Ce n'est pas l'organe du CVP.

Leo Tindemans a 46 ans quand il devient ministre pour la première fois. C'est Gaston Eyskens (devenu plus tard président de la Kredietbank) qui lui demande d'accepter « pour lui faire plaisir » le portefeuille des Relations communautaires, en tandem avec feu Freddy Terwagne. Ne voulant faire aucune peine au formateur, L.T. accepte. Il fait donc ses premières armes dans un gouvernement PSC-PSB (avec d'autres défunts de marque, tels Joseph Merlot fils, Théo Lefèvre, Alphonse Vranckx — mais aussi avec Pierre Harmel, André Cools, le baron Snoy). Ce gouvernement proclame sa volonté de moderniser l'Etat, d'assurer l'autonomie culturelle des communautés, d'organiser la décentralisation administrative, de faire une Belgique à la fois régionale et européenne, de rénover l'université, de systématiser la participation.

On retrouve L.T. quatre ans plus tard, en 1972 (année de l'accession de Wilfried Martens à la présidence du CVP), dans le gouvernement dit Eyskens II, toujours bicolore PSC-PCB. Il détient le portefeuille de l'Agriculture et des Classes moyennes. De fins observateurs voient dans le choix de ce département aux nombreuses implications européennes, une étape vers les Affaires étrangères. Pour Tindemans, ce sera « la plus belle période de sa carrière ministérielle ».

On dit de lui qu'il est intelligent, tenace, travailleur. Et aussi « conciliateur-né ». N'a-t-il pas réussi à faire jouer ensemble les deux fanfares ennemies d'Edegem ?

En janvier 1973, Edmond Leburton présente au Parlement un gouvernement tripartite, composé de 36 membres. L.T. s'y est hissé au rang de vice-premier ministre et ministre du budget. La tripartite, dira-t-il plus tard, a échoué « par manque total de confiance » entre ses partenaires.

Au lendemain des législatives du 10 mars 1974, qui lui ont valu 80.000 voix de préférence, Tindemans est désigné comme formateur et il exprime son intention de constituer une tripartite. Mais les socialistes ne sont pas preneurs; une amorce de négociation avec eux échoue et Tindemans va former un gouvernement avec le PVV/PLP (plus précisément avec Willy De Clercq, Herman de Croo, Jean Defraigne, etc.). Ce sera un gouvernement minoritaire à la Chambre, bientôt élargi à quelques « grandes figures » du Rassemblement Wallon. L'équipe connaîtra encore bien des tribulations (mini-remaniements pour cause de décès ou de démission) et se retrouve en mars 1977 plus minoritaire qu'au départ, après que le Premier ministre eut « démissionné » ses collègues du RW, MM. Bertrand et Moreau. C'est alors que L.T. annonce la décision gouvernementale de dissoudre les Chambres. Dans l'intervalle, les ministres Perin, Gol et Knoops ont quitté le RW pour rejoindre le nouveau parti libéral, constitué en novembre 1976, le Parti pour la réforme et les libertés en Wallonie.

LA CRISE ENVAHIT LA SCENE

L'année 1974 est fortement marquée par la crise. Une crise qui envahit la scène politique, bouscule de vieilles certitudes, généralise la crainte du lendemain, déstabilise d'anciennes structures industrielles, n'épargne aucun domaine.

On essaiera d'abord en haut lieu d'en nier le caractère structurel. Mais d'emblée, le gouvernement Tindemans-De Clercq se montre décidé à en faire peser le poids essentiel sur les masses populaires.

Sous couleur de « partage des sacrifices » et avec l'appui d'une campagne idéologique de grande envergure qui vise à culpabiliser les chômeurs, le gouvernement défend les privilèges et profits des « gros », tente de grignoter les conquêtes sociales.

La presse fait davantage de place au personnage Tindemans. Si on le présente souvent comme hésitant et velléitaire (« Hamlet au pouvoir »), il passe pour chaleureux, accueillant, cultivé, capable d'une écoute attentive. Il est « l'homme nouveau » du CVP.

Face au mouvement gréviste qui s'étend en février-mars 1977, exprimant la résistance du front commun syndical à la politique d'austérité, l'homme nouveau qui prône les gouvernements de législature organise néanmoins la dissolution anticipée des Chambres. Son souci est d'enrayer les grèves avant que leur développement ne lui fasse perdre l'initiative des opérations. Et sa manœuvre réussit parce que l'opposition socialiste ne voulait pas d'un scrutin qui aurait pu la gêner s'il s'était déroulé dans un climat général de lutte contre l'austérité.

Les nouvelles élections sont fixées au 17 avril 1977.

Tindemans II va succéder à Tindemans I, mais avec d'autres partenaires. Cette fois, le scrutin lui vaut 134.000 voix de préférence.

On peut croire que dans le climat de crise qui pèse de plus en plus lourdement sur le pays, une certaine opinion voit en Leo Tindemans, homme politique modéré et intègre, un dirigeant sécurisant, sinon un homme providentiel.

Désigné comme formateur dès le 22 avril, L.T. annonce son intention cette fois encore de mettre en place une tripartite traditionnelle. Devant le refus du PSB de participer à pareille combinaison, le formateur entame des négociations pour un gouvernement qui comprendrait, outre le CVP, le PSC et le PSB, le FDF et la Volksunie. Il pourra ainsi compter sur une majorité très large — mais de courte durée.

L'accord réalisé par la majorité gouvernementale en avril 1977 porte à la fois sur un programme économique-social et sur un pacte communautaire, le pacte d'Egmont. Les deux volets sont liés, même si formellement ils constituent des documents séparés. Leur réalisation sera très laborieuse, malgré les objurgations et les coups de cravache.

Sur le plan économique et social, l'accord cautionné par le parti socialiste (voir plus bas) suscite méfiance, puis résistance dans le mouvement syndical. Mais la méfiance et la résistance seront au maximum tamisées par les ministres socialistes et démo-chrétiens.

Sur le plan institutionnel, l'opposition au pacte d'Egmont s'amplifie en Flandre, à la droite du CVP et de la Volksunie.

Leo Tindemans est plus tracassé par l'agitation des « Anti-Egmont » que par l'action syndicale. Pour sa part, le président du CVP, Wilfried Martens, semble s'en tenir au respect des engagements pris dans le cadre du pacte d'Egmont. Il est d'ailleurs président de la commission spéciale de la Chambre chargée d'examiner le projet de loi (461) sur lequel a débouché le pacte. Combien de dirigeants du CVP partagent ses vues ? C'est difficile à déceler. Toujours est-il que les avis d'inconstitutionnalité de certaines dispositions du pacte, avis formulés dans de singulières conditions par le Conseil d'Etat font des ravages au CVP.

Alors que le 4 août, le gouvernement réaffirme encore « sa volonté formelle d'exécuter les accords d'Egmont et de Stuyvenberg... », au début d'octobre, les groupes CVP de la Chambre et du Sénat déclarent que l'exécution du pacte « doit se faire en concordance avec la Constitution ».

Tout va dès lors se défaire très vite.

L.T. qui avait une première fois (le 15 juin 1978) offert sa démission au roi, lequel ne l'avait point acceptée, récidive le 11 octobre. Dans les deux cas, la décision est prise par le seul Premier ministre qui s'offre même le luxe, le 11 octobre, de refuser une réunion du conseil de gouvernement. Et c'est la crise gouvernementale, dans une mise en scène spectaculaire. A la Chambre, le Premier ministre souligne « la terrible responsabilité » qui est la sienne et son refus de diriger un gouvernement où la confiance fait défaut. Se présentant comme le grand honnête homme, victime de cabales politiciennes, il parle de la conspiration de certains ministres, de complot des journalistes de la radio-télévision et se sert même du micro de RTL pour dénoncer ceux qui voient en lui « l'homme à abattre ».

Sans faire du roman-feuilleton, on peut se demander si l'objectif immédiat du grand honnête homme n'est pas de faire un croc-en-jambe à la Volksunie de Hugo Schiltz. Et si, au delà de cette manœuvre, son objectif n'est pas le maintien de structures de l'Etat qui favorisent l'hégémonie du CVP à l'échelle du pays tout entier. Egmont-Stuyvenberg, c'était encore trop pour Leo Tindemans.

Désigné comme informateur, Paul Vanden Boeynants mettra sur pieds un gouvernement de transition, chargé pour l'essentiel de préparer les élections du 17 décembre 1978.

« AU SERVICE DES HOMMES »

C'est au cours de cette courte campagne électorale que le style de L.T. prend un tour résolument publicitaire. L'homme a découvert son « charisme » et l'exploite selon les règles du marketing. La distribution de photos dédicacées prend le pas sur la défense d'options politiques. De plus en plus, il va s'identifier pour l'électeur non pas à un programme, mais à des slogans d'ordre affectif : « Vous pouvez compter sur moi ». A cet égard, l'idéologie de bien commun du CVP constitue un étai de choix. Leo Tindemans s'interdit de prendre la défense d'un groupe social. Son parti est « au service des hommes ». Il revendique pour tous la liberté et le droit de décision, mais les invite à assumer leurs devoirs de solidarité envers les autres hommes, en particulier les plus démunis.

Dans une récente livraison du *Vlaams marxistisch Tijdschrift* (2), Koen Raes a fort bien montré que ce type de propagande, relevant d'une idéologie solidariste, va de pair avec la culpabilisation des travailleurs face à la crise. Les notions de « sacrifices nécessaires », de « mesures gouvernementales impopulaires » s'insèrent très normalement dans une vision qui se veut étrangère à des intérêts de groupe et qui rejette toute analyse de conflits. « Le CVP est maître dans l'art de manipuler les aspirations humaines et les principes moraux, observe Koen Raes. Il peut se le permettre parce qu'il a derrière lui la

(2) 1979 - Nr 3 - Uitgave van het Frans Masereelfonds, Raveschootstraat 4, Gent.

morale dominante ou qu'il apparaît comme le guide de cette morale où la norme absolue et le dogme sont toujours à l'honneur ». Ainsi, montre encore Koen Raes, selon l'idéologie CVP, c'est la norme — et non les rapports sociaux — qui est déterminante.

N'est-il pas évident que l'attrait de pareille idéologie, enracinée de longue date dans de larges couches de la population, cultivée grâce à la force politique du CVP, est accru en période de crise ? On recherche ce qui est solide, sûr, éprouvé. On vote pour le parti le plus puissant et pour le candidat le plus prestigieux. N'oublions pas cependant que cette idéologie populiste et solidariste sert aussi Wilfried Martens... et quelques autres. S'il existe des différences et même des divergences entre les deux hommes — qui s'appuient chacun sur une fraction du CVP —, elles ne peuvent masquer les convergences fondamentales. Le diagnostic sur la crise est le même, et le remède du même ordre chez Tindemans et chez Martens. Ce qui diffère, c'est la méthode. Martens privilégie l'alliance « travailliste » avec les socialistes. Tindemans se sent porté vers l'alliance avec les libéraux. A certains moments, L.T. a paru prêt à déterrer la hache de la guerre scolaire, qu'un Martens juge anachronique. Plus généralement, l'évolution de Tindemans va du centre vers la droite et l'autoritarisme. Pour sa part, Martens continue à cultiver des sentiments « centristes », mais sa politique est fortement marquée par les orientations de L.T. Qu'on songe aux avatars du plan gouvernemental en matière de réduction de la durée du travail : les 36 heures/semaine sont devenues 38 heures sur injonction du président du CVP, ainsi que de Fabrimétal et du VEV.

UNE ASCENSION SOIGNEUSEMENT PREPAREE

Mais revenons-en au fameux score européen de Leo Tindemans. Il avait été soigneusement préparé. Voici quelques repères de cette préparation.

Dès 1965 : les innombrables contacts que lui assure sa charge de secrétaire de l'Union européenne démocrate-chrétienne.

1972-73 : sa participation aux marathons agricoles de la CEE, et sa familiarisation avec d'importants dossiers européens.

Décembre 1974 : le « sommet » des Neuf confié à Léo Tindemans, Premier ministre de Belgique, le soin de rédiger un rapport de synthèse sur le concept d'union européenne. « Monsieur Europe » déposera son rapport le 7 janvier 1976 après avoir, au cours de huit mois, rencontré quelque 600 personnes.

8 juillet 1978 : lors de la réunion constitutive du Parti populaire européen, Léo Tindemans est élu président.

Le rapport de « Monsieur Europe » reçu, on le sait, un accueil froid, voire glacial. Son auteur se déclara déçu. Les critiques rencontrées par ses propositions étaient cependant prévisibles et tout porte à croire que Leo Tindemans s'y attendait.

Ce n'est pas seulement par ferveur européenne qu'il avait dans un discours prononcé à Louvain le 30 octobre 1974 lancé l'idée d'un rapport sur l'Union européenne. Il proposait que ce rapport soit établi par un groupe de travail, lequel groupe serait présidé par un chef de gouvernement. Elève exemplaire de la classe européenne, la Bel-

gique était bien placée pour recueillir les appuis des « Grands » dans cette entreprise. Avec la « vocation de conciliation » dont elle se targue, avec son souci de ne jamais être en position de demandeur, la Belgique (contrairement aux Pays-Bas ou au Danemark) était un excellent candidat. De plus, son Premier ministre faisait figure d'homme de compromis et de réalisme. Aussi l'idée lancée à Louvain fit son bonhomme de chemin. Sa mise en chantier valut à Leo Tindemans beaucoup de travail, mais aussi des occasions appréciables de rencontres avec ce que la CEE compte de notables. Parmi ceux-ci, on notera avec le CRISP (Courrier heb. n° 764) qu'un rapport paraît avoir retenu particulièrement l'attention du Premier ministre belge : celui de Herman J. Abs, président du Conseil de surveillance des banques allemandes. Pour rappel, Herman Abs était en 1937 membre de la présidence de la Deutsche Bank et un des très gros bras de l'économie allemande au service de la politique hitlérienne. Après 1945, il occupa dans la zone britannique d'occupation de l'Allemagne vaincue, un poste influent de conseiller financier, puis il fut nommé par les dirigeants américains directeur-général de la Banque allemande de reconstruction. Collaborateur d'Adenauer, Herman Abs fut aussi un artisan du pacte économique franco-allemand, quand des groupes dirigeants de l'industrie et de la finance en France décidèrent que l'heure avait sonné de la réconciliation. Aujourd'hui, à l'âge de 78 ans, Abs est encore au centre d'un réseau financier, industriel et politique de première importance.

La convergence de vues existant entre Leo Tindemans et Herman Abs portait essentiellement, indique le CRISP, sur l'importance de l'aspect politique de l'union européenne. Il s'agissait, aux yeux de M. Abs, de « ... procéder à une réorientation de la société en Europe afin de **lutter ensemble contre les forces destructives**, et contrer la fascination exercée sur les jeunes par des doctrines **dont la réalisation est impossible (...)** et entraînerait nécessairement des conditions de vie inhumaines ».

Si Leo Tindemans a tenu, malgré la quasi-certitude d'un échec, à entreprendre sa mission de « Monsieur Europe », on peut croire qu'il attachait un grand prix à ce type de contacts, qui devait contribuer à assurer son élection de président du PPE.

Au niveau du Parti Populaire Européen, on retrouve bien entendu l'idéologie de bien commun, le refus des conflits. On les retrouve affirmés avec d'autant plus de force que les contradictions et les conflits se multiplient. Le PPE entend construire « une Europe d'hommes libres », fondée sur une image personnaliste de l'homme.

Personnaliste, dites-vous ? Mais la commission chargée d'étudier le programme du PPE au congrès du PSC de novembre 1977 ne put y apporter aucun amendement et dut s'incliner devant les rappels à l'ordre d'Etienne Davignon. Par ailleurs, au congrès du PPE même, les Jeunes Démocrates-chrétiens s'abstinrent au moment du vote du programme, pour protester contre le renvoi aux oubliettes d'amendements jugés indésirables.

Il est notoire pour le surplus que le PPE est une formation hétérogène, à la cohésion fragile. Dans « Res Publica », M. Joseph Jamar, assistant au Collège de l'Europe, a estimé sur base d'une analyse sérieuse, que la cohésion du PPE pourrait être mise en question par le jeu des alliances (3).

(3) Res Publica, 1971-1.

MEPRIS POUR LE CITOYEN

Le programme défendu par L.T. pendant sa campagne électorale européenne est remarquablement sommaire. Sans doute s'agissait-il de masquer divergences et oppositions. Le prospectus marin du président du PPE est plein d'intérêt à cet égard. Son thème central : pour une Europe à part entière. Entre des photos en couleurs où le héros, entouré d'enfants, fait face au grand large, trois sous-thèmes : réconciliation après des siècles de guerre, priorité absolue à la lutte contre le chômage, une voix influente pour l'Europe, Habilité de parler « bon sens » — c'est-à-dire de plaider pour un passeport européen, une heure d'été uniforme, une vitesse maximum pour toute la CEE. Prudence suprême de n'évoquer aucun moyen pratique pour combattre un chômage massif et de ne pas préciser quel message devrait porter « la voix » de l'Europe. On se contentera donc de respirer la brise marine, d'enregistrer des déclarations inconsistantes et de faire confiance. Près d'un million d'électeurs ont fait confiance... La politique tend à se réduire ainsi à l'adhésion à une image, à un slogan. C'est une des manières de retourner le suffrage universel contre les citoyens. C'est un témoignage de mépris pour ce citoyen, qu'on contribue à rendre débile, puis qu'on traite comme tel.

Certes, le scrutin européen n'est pas un scrutin ordinaire et on ne peut extrapoler les résultats du 10 juin 1979 sur le plan d'élections législatives. Il reste cependant que la continuité dans la pratique politique de L.T. est remarquable entre les terrains belge et européen.

Son atlantisme est au-dessus de tout soupçon. Le projet d'Union européenne qui porte son nom s'insère dans une alliance militaire et politique dont le rôle dirigeant est confié aux Etats-Unis et dont une des fonctions est de prévenir un tournant progressiste en Europe occidentale. On peut compter sur les Thatcher et les Strauss, dont les partis ont fait un usage très rentable du 10 juin, pour soutenir ces vues.

Face à la crise, la position de L.T. est cohérente à l'échelle belge et à l'échelle de la CEE. Au nom de la nécessaire rentabilité des entreprises, clé d'une politique de l'emploi, il faut privilégier les intérêts des investisseurs et imposer l'austérité aux travailleurs et allocataires sociaux.

Face aux problèmes institutionnels, L.T. met tout en œuvre pour que la réforme en chantier donne sa pleine dimension au facteur communautaire au détriment du facteur régional. De la reconnaissance par la Constitution en 1970 d'une Belgique à trois régions, on glisse vers une Belgique composée de deux communautés culturelles et linguistiques. Ce glissement présente un double avantage pour la droite : il occulte la majorité progressiste virtuelle existant en Wallonie et il conteste à la région bruxelloise sa qualité de région à part entière.

Il n'est pas fortuit que pour mieux exécuter pareils projets, Tin-demans rêve obstinément d'une « tripartite traditionnelle ». Ses projets bénéficient en effet d'un appui sans réserve des libéraux. Et la caution socialiste donnerait à l'entreprise des « garanties » d'union sacrée.

Avant d'examiner les positions socialistes, un détour et un rappel.

Il y avait deux collèges électoraux pour le scrutin du 10 juin. Les résultats, on le sait, diffèrent sensiblement d'un collège à l'autre.

Ecart d'abord sur le plan des abstentions, dont le taux est plus élevé (c'était déjà le cas en décembre 1978) du côté francophone. Mais écart généralisé : si le CVP avance, le PSC recule. Si le BSP se consolide, le PS perd beaucoup de terrain. La Volksunie continue sa régression, tandis que le FDF-RW avance globalement (progrès en Wallonie, recul à Bruxelles). Même les néo-libéraux n'échappent pas à la règle : ils progressent du côté francophone (Luc Beyer a habilement privatisé la popularité que lui a valu le service public de la radiotélévision) et reculent en Flandre. Seules les listes écologistes font une percée à peu près équivalente dans les deux collèges. Quant aux communistes, ils voient leur électorat se tasser du côté francophone (plus à Bruxelles qu'en Wallonie), et régresser plus nettement en Flandre.

Jamais sans doute les différences n'auront été aussi marquées. Jamais non plus, le danger d'éclatement de la Belgique n'a été aussi sérieux : en s'acharnant à freiner ou ajourner la réforme institutionnelle, la classe dominante aggrave les tensions. Nous avons la conviction qu'une régionalisation démocratique, organisée à temps, eût donné leur place aux spécificités des Wallons, des Bruxellois et des Flamands — qu'elle eût pu répondre à des besoins — sans pour autant que la Belgique n'aille à la dérive.

REMISES EN QUESTION AU PARTI SOCIALISTE

Les réalités régionales et communautaires ont aussi marqué les partis politiques. Le Parti communiste de Belgique est le seul des partis belges à avoir conservé une direction (Comité central et Bureau politique) nationale à l'échelle du pays; cette direction est assortie de structures régionales et communautaires. Mais c'est sans doute au parti socialiste que la dérive est la plus préoccupante.

Quand le PSB s'est scindé en deux partis, voici moins d'un an, la consternation et la perplexité étaient vives chez de nombreux travailleurs socialistes bruxellois et wallons. Une tristesse et une perplexité encore accrues le 10 juin, quand on prit la mesure de l'échec électoral subi par le PS. Certes, le phénomène déborde le cadre de la Belgique : au Danemark, aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne, au Luxembourg et dans une moindre mesure en Allemagne fédérale, les socialistes ont subi des revers aux « européennes ». En définitive, ce n'est qu'en Italie et en France, pays où les partis communistes sont puissants, que les partis socialistes ont résisté. Ce qui faisait dire à Enrico Berlinguer, lors de la session de juillet du comité central du PCI : « L'offensive des forces de droite révèle toute la portée de la faiblesse et des insuffisances idéologiques et politiques des partis social-démocrates, qui subissent partout des revers et connaissent des divisions internes. Cela démontre que par elles-mêmes et seules, les social-démocraties sont non seulement incapables de mettre en place des solutions qui vont dans la direction du socialisme, mais qu'elles n'opposent pas de barrière à des poussées conservatrices ou réactionnaires ».

En Belgique, les résultats électoraux du PS suscitent remous et interrogations. Cela se comprend et seule la droite s'en gaussera.

En 1954, le PSB recueillait 45,07 % des suffrages dans l'arrondissement de Bruxelles. Vingt ans plus tard, aux « européennes », le PS en obtient 7,9 % et le BSP 6,3 %, soit ensemble 14,2 % c'est-à-dire

moins du tiers du résultat de 1954.

Dans l'arrondissement de Mons, en 1954, le PSB obtenait 59,7 % des suffrages. Ce taux descend à 36,1 % pour les « européennes ».

Il serait désespérant que cette situation ne soulève pas, à l'intérieur du PS, des questions de fond. Et de fait, il s'agit souvent de questions liées, de haut en bas et depuis longtemps, à la pratique politique quotidienne du parti socialiste. « Le projet socialiste doit être revu, repensé, redéfini; l'écart entre la doctrine et la pratique politique doit être réduit. Le mouvement socialiste n'a certainement pas apporté une réponse suffisante devant l'ampleur de la crise actuelle », écrivait André Cools en éditorial du « Peuple », au lendemain du scrutin européen.

Pour sa part, Edmond Leburton s'opposant à André Cools, se présente comme le défenseur d'un parti socialiste « national », mais son « alternative » se veut résolument pragmatique. Et si Henri Simonet est loin de l'« écurie » Leburton, dans une Lettre ouverte aux socialistes où il met les militants en garde contre les affrontements intérieurs, il écrit cependant : « ... L'avenir du parti réside dans une approche plus pragmatique et plus réformiste des problèmes graves avec lesquels notre société est confrontée. »

Personnage moins en vue, Robert Abs, bibliothécaire à l'Institut Emile Vandervelde, note : « La première condition pour comprendre le socialisme, c'est d'y croire. Et croyons-nous aux principes décrits dans notre Charte de 1894 et développés, modernisés dans la Déclaration de 1974 ? Dans l'affirmative, rien n'est perdu. Dans la négative, nous marchons inégalement à l'émiettement, à la dispersion, à la fin de ce qui fut pour nous une grande espérance »...

D'autres militants du rang mettent en cause des habitudes de clientélisme, de carriérisme, de fermeture sur soi-même; ils s'inquiètent des progrès de la technocratie dans le parti, y voient des signes de dédain pour la masse des citoyens.

C'est dans cette optique de critique fondamentale que la Convention des Jeunes socialistes (Namur, le 24 juin 1979) actait que « le socialisme est devenu essentiellement institutionnel, un parti de comités et de notables qui constituent bien trop souvent un obstacle objectif à l'épanouissement de nombre de luttes, revendications engendrées par un nouveau socialisme " populaire " ». Et la Convention proposait au congrès du PS, prévu pour novembre, quelques thèmes soulignant l'importance des luttes et revendications populaires, la nécessaire liaison entre l'action du parti et ces luttes/revendications, la définition et la mise en pratique d'une stratégie et d'une politique unifiée au service des nouvelles revendications sociales et culturelles.

Plus concrètement, des militants du PS se sont interrogés sur la validité des compromis conclus lors des négociations pour le programme du gouvernement Tindemans II : pourquoi et comment les négociateurs socialistes ont-ils abandonné leurs exigences de taxation du grand capital et de contrôle des multinationales, et ont-ils accepté une loi « anti-crise » qui pèse lourdement sur la vie économique et sociale ? Comment expliquer que des divers partis formant la majorité gouvernementale, c'est le parti socialiste qui a souscrit avec le moins de réserves à la participation ? Le congrès du PSB du 29 mai 1977 approuvait en effet cette participation avec 96 % des voix, alors que les congrès du CVP et du FDF enregistrèrent quelque

20 % d'opposants... On s'interroge aussi sur la validité du « front francophone » dont André Cools s'était fait un ardent défenseur, et qui a lié les socialistes francophones au PSC et au FDF.

DU COTE DE KAREL VAN MIERT

Et les socialistes flamands ? Le BSP a recueilli le 10 juin dernier quelque 700.000 voix, tandis que le PS en totalisait 575.000. Le facteur démographique et le taux de participation effective au scrutin n'expliquent pas tout. Interviennent aussi des éléments tels que le rôle joué par Karel Van Miert. Sans doute parce qu'il n'est pas parlementaire, ce jeune président de parti apparaît à une fraction de l'opinion flamande comme « non-politicien ». Il bénéficie aussi du rayonnement du quotidien « De Morgen », qui a succédé aux défunts quotidiens socialistes « Vooruit » et « Volksgazet » et qui témoigne d'un dynamisme journalistique (et pluraliste) tout neuf. La liste du BSP est ainsi apparue comme une liste Van Miert et elle a polarisé un nombre important de voix (y compris communistes) parmi les opposants à Tindemans. Le « barrage » Van Miert peut néanmoins paraître fragile... Comment les électeurs ont-ils pu faire confiance à Van Miert et « oublier » que Willy Claes, éminent coreligionnaire politique du nouveau président, gère la crise avec zèle ? Pourquoi la critique de gauche du BSP épargne-t-elle Claes pour ne s'en prendre (avec raison) qu'à Simonet et plus particulièrement à la politique africaine de ce dernier ? Pourquoi, dix ans après l'appel lancé par Léo Collard, le rassemblement des progressistes est-il compris dans le BSP comme une invitation aux chrétiens progressistes à s'intégrer au parti socialiste ? « Doorbraak 1979 », lancé en juin par Marcel Colla, Oscar Debunne, Lode Hancké, Louis Tobback, appelle à un rassemblement contre les conservateurs, mais en s'adressant aux individus et aux groupes.

Sur le plan communautaire aussi, des questions ont surgi. Pourquoi un socialiste, Rik Boel, ancien ministre de l'Intérieur devenu président du Conseil culturel flamand, choisit-il de célébrer la fête flamande dans les Fourons ? Il n'est pas surprenant que cette initiative ait été saluée par la droite flamande, à commencer par « De Standaard » comme « un événement remarquable et intéressant ».

Par ailleurs, c'est un autre ministre socialiste flamand, Roger De Wulf, qui assume fièrement un plan contre le chômage, nettement en retrait sur celui de Vanden Boeynants. Dans ces conditions, comment ne pas rappeler une réflexion de « Links », formulée en décembre 1978 : « Le BSP, dont le poids politique est de plus en plus faible, tente de conserver sa clientèle par le moyen de la participation gouvernementale, quelle que soit la politique de ce gouvernement ».

QUELLE ALTERNATIVE ? QUELLE CREDIBILITE ?

On en revient ainsi, par dessus les frontières linguistiques, et qui s'en étonnera, au phénomène du réformisme. Un collaborateur de la revue « Socialisme », William Fraeys, franchissait lui aussi cette frontière en écrivant au lendemain des législatives de décembre 1978 : « Electoralement, le BSP n'a aucun intérêt à se montrer trop doctrinaire. Le bon résultat de W. Claes plaide dans ce sens. Nous pensons, contrairement à certains, que la même remarque doit être faite pour le PSB ».

Nous voici à un nœud du problème : respecter ses propres enga-

gements, être fidèle au congrès idéologique de 1974, c'est « se montrer trop doctrinaire ». Dès lors, les programmes électoraux n'ont guère de portée, puisque, au nom du sacro-saint pragmatisme, du réalisme et de l'efficacité, il faudra gouverner avec le programme des autres. On ne se demande pas : efficacité pour qui, pour quoi. Au lieu de servir la combativité des travailleurs et des citoyens, au lieu de donner plus de force à la résistance populaire qui se manifeste contre la politique de crise, la pratique socialiste tend à canaliser la résistance et à freiner la combativité. Les partis socialistes se condamnent ainsi à ne pas offrir d'alternative à la politique de la grande bourgeoisie. Ce faisant, ils scient l'arbre sur lequel ils sont (mal) assis.

Le blocage électoral du PCB serait-il lié au fait que — sans ménager leurs critiques aux pratiques réformistes — les communistes en appellent à un rassemblement des progressistes où les partis socialistes ont leur place ? Cette attitude est parfois perçue comme ambiguë, alors qu'elle se veut dialectique. La stratégie des alliances du PCB s'inscrit dans une dynamique de luttes — des luttes ouvrières et populaires — qu'il s'agit de prolonger sur le plan politique, en amenant tous les mandataires se réclamant du mouvement ouvrier ou des luttes urbaines ou « féminines », à assumer leurs responsabilités politiques. C'est un processus qui peut être long, qui est à coup sûr difficile, mais qui a une fonction transformatrice. Au niveau de la base, qui pourrait reprendre confiance dans ses propres forces. Au niveau des partis ou fragments de partis qui se sentiraient concernés.

Mais sans doute les communistes ne sont-ils pas toujours à la hauteur de leurs responsabilités dans cette entreprise complexe, où il faut faire preuve de punch et de patience, de modestie et d'ambition, de ténacité et d'inventivité...

On notera par ailleurs que partout en Europe, quoique dans des conditions très diverses, les forces de gauche connaissent des difficultés.

Avant d'en arriver à de prudentes conclusions, un mot s'impose à propos du succès assez général des écologistes, succès acquis au moins pour partie aux dépens de la gauche.

Le thème, si ambigu et si complexe, de l'écologie a fleuri sur bien des affiches, sur bien des prospectus électoraux, avec un accent tout particulier sur le refus du nucléaire. C'est Europe-Ecologie qui l'a traité avec le plus d'efficacité, en ce sens que cette liste a obtenu un score beaucoup plus élevé que par exemple E-Non, qui avait cependant déployé une campagne d'affiches plus spectaculaire.

Avec des taux de 4,2 % au Brabant, 3,5 % en Hainaut, 5,9 % dans la province de Liège, Europe-Ecologie a des raisons d'être satisfait. Il est très malaisé de déterminer dans quelle mesure c'est une lecture et une réflexion sur le programme — un programme qui n'est pas dépourvu de sérieux — qui ont entraîné l'adhésion de l'électeur. Un facteur en tous cas a joué en faveur d'Europe-Ecologie : son refus de se présenter comme un parti politique, sa marginalité même, qui pour bien des jeunes électeurs, constituait une assurance contre la magouille. Car c'est bien là qu'on en est... Le discours parfois naïf des écologistes, loin de les desservir, les a aidés à se situer en dehors de la sphère politicienne.

Ajoutons que quelques objectifs d'Europe-Ecologie répondent à des aspirations de citoyens généreux et progressistes : désarmement,

relations égalitaires avec le tiers-monde, instauration du referendum d'initiative populaire, respect des équilibres écologiques, prise en compte des aspects qualitatifs et humains du travail, refus de la surconsommation... On récusera d'autant moins ce type d'objectifs qu'ils figurent aussi dans des programmes de partis de gauche, et singulièrement dans celui du PCB. Mais ils y ont intégrés (et peut-être mal mis en valeur) dans une vision globale qui refuse les tentations du « small is beautiful », de l'autosuffisance alimentaire des régions, ou encore l'antinucléaire sommaire et définitif.

Bref, rien n'autorise l'assimilation du courant écologiste, qui s'est affirmé au niveau de toute la CEE, à un courant de droite. Mais il est loin d'être homogène. Des thèmes écologiques couvrent parfois des appels à la révolte anarchique, appels qui peuvent s'accompagner d'un mépris haineux pour les organisations ouvrières. Ils peuvent aussi couvrir une méfiance systématique envers tout progrès scientifique et technique.

Ici aussi, ce qui s'impose, c'est une réhabilitation du politique...

DES ECHEANCES DIFFICILES

La rentrée sera animée. Les échéances difficiles s'additionnent : enseignement, énergie, emploi, transports en commun, sécurité sociale, dépenses militaires. La concertation sociale de l'automne est enfermée d'avance dans des options budgétaires prises au cœur des vacances. Et au moment où onze milliards sont soustraits à l'Assurance-maladie-invalidité, le scandale Eurosystem révèle que huit milliards ont été engloutis par la respectable Société Générale, Joyenne des holdings du royaume — engloutis en pots-de-vin exonérés d'impôts...

Il y a là matière à réflexion et motifs à agir.

Aiguillonné par la tendance Tindemans, le gouvernement Martens-Spitaels feint d'ignorer aujourd'hui le puissant mouvement qui s'était affirmé le 29 mars dernier à Namur, quand quelque cent mille travailleurs wallons réclamèrent, sous l'égide du front commun syndical, une régionalisation rapide et démocratique, une politique active de création d'emplois, les 36 heures/semaines. Au lendemain de ce rassemblement, le formateur, Paul Vanden Boeynants, avait inscrit (fût-ce vaguement) les 36 heures/semaines dans les perspectives gouvernementales. Il aura suffi des visites du Premier ministre Martens à Bonn et à Paris et d'un énergique rappel à l'ordre de Leo Tindemans, pour que les 36 heures/semaine s'ensablent rue de la Loi.

Même la liaison des salaires à l'index est mise en cause à droite. Les rabotages des budgets se poursuivent, avec ce qu'ils impliquent de sacrifices d'emplois et de dégradation de la qualité des services publics. Les exemples de l'enseignement, du rail, des hôpitaux, de la RTT ne permettent aucune illusion à cet égard. Quant aux options énergétiques, le fameux débat parlementaire, si souvent remis, qui pourrait se dérouler à l'automne, aura en tous cas été précédé de décisions graves, notamment à propos des centrales nucléaires Tihange 3 et Doel 4. Des décisions qui font la part belle aux exigences des trusts de l'électricité, décideurs de fait.

Pour le surplus, les augmentations des tarifs pour les trains et trams vont de pair avec une taxation aggravée à charge des automobilistes. L'austérité ici devient incohérence.

Le tableau est sombre. Pas parce que nous sommes d'humeur chagrine, mais parce que l'équipe au pouvoir ménage constamment les intérêts des grands groupes financiers, parce qu'elle se laisse dominer par la droite.

Certes, le bilan présenté par Wilfried Martens après cent jours de règne était plus riant : le Premier ministre se proclamait résolument optimiste et fier parce que la phase immédiate de la réforme de l'Etat est accomplie. Il faut lui rendre cette justice : quatre exécutifs pour les communautés et les régions, quatre nouveaux ministères des communautés et des régions ont été mis en place. Le labeur a été ardu et le résultat est d'une touffeur qui laisse pantois le citoyen même doué et curieux. Et ce n'est même pas au profit de l'efficacité : ces « exécutifs régionaux » s'insèrent en effet à l'intérieur du pouvoir central, et les assemblées régionales dont on a refusé l'élection au suffrage direct, ne contrôlent rien.

Rentrée animée, oui. Mais face à l'offensive de la droite, une « animation » en ordre dispersé ne fera pas le poids. Il ne suffira pas que les enseignants défendent l'école, les cheminots le rail, les agents des T.T. leur régie. Ou même que reprenne le combat pour la réduction du temps de travail avec embauche compensatoire. Il faudrait encore que ces luttes s'articulent entre elles, cumulant leurs effets, globalisant la résistance.

Rêves que tout cela ? Incantations ? Tant pis si cela y ressemble, nous en prenons le risque. Car il nous paraît capital — tout en refusant les simplifications réductrices — de secouer l'engourdissement que secrètent l'idéologie dominante et la politique du pouvoir. Voilà cinq ans que le citoyen subi une campagne qui le culpabilise. On est en train de l'anesthésier. Et pas seulement chez nous... Se laisser anesthésier, laisser grignoter combativité et confiance en soi, accepter le découragement, se résigner à on ne sait quelle fatalité — c'est renforcer encore la droite.

Or il existe des solutions alternatives à la politique de crise. On leur frayera la voie, à ces solutions — même fragmentaires — à partir des expériences vécues par les gens eux-mêmes. Des expériences qui montrent, jour après jour, la disponibilité des femmes, des hommes de chez nous — jeunes compris, bien sûr — à agir, à s'unir, à se battre.

LE FONDS D'HISTOIRE DU MOUVEMENT WALLON

recherche une collection d'ALERTE, hebdomadaire paru du 21 mars 1940 au 9 mai 1940 publié par Alexandre ANDRE et divers leaders wallons à sa coopérative d'éditions, 192, rue Royale, à Bruxelles.

Contacteur :

Madame Irène VRANCKEN

Conservateur du Fonds d'histoire du Mouvement Wallon
Maison de la Culture « Les Chiroux »

8, place des Carmes,
4000 LIEGE.

Téléphone (041)23.18.40, ext. 149 et 150.

Informatique et politique

L'image d'Epinal représentant Jacquart, l'inventeur de la première carte perforée, lapidé par les ouvriers textiles de Lyon est loin d'être une relique désuète. Tout indique, aujourd'hui, que les découvertes scientifiques, et surtout leur mise en pratique dans les technologies de production, en système capitaliste, posent à court terme, des problèmes énormes, suscitent des campagnes d'opposition importantes. Chacun pensera aux retombées sociologiques des implantations de centrales nucléaires; mais les années à venir fourniront d'autres sujets analogues qui ne manqueront pas d'ébranler les consciences.

Une caractéristique générale des mouvements et des réactions d'opposition à l'usage d'une technique nouvelle est le déphasage important entre l'instant où celle-ci est connue et portée à la connaissance d'un large public et le moment où se manifestent d'éventuelles réactions d'opposition de masse. Trivialement ce déphasage s'explique en constatant que l'opposition naît, non pas d'une analyse des conséquences socio-économiques prévisibles dès la mise en œuvre au niveau « pilote » de la technologie, mais bien d'expériences négatives faites par de larges couches populaires.

L'anti-nucléaire doit l'essentiel aux fuites gazeuses et autres accidents survenus dans les centrales; existait-il seulement lors des décisions d'implanter les premières unités de Doel et Tihange ? A coup sûr, il n'existait pas voici plus de dix ans lorsque les premiers sous-marins nucléaires jouaient à cache-cache avec la banquise du pôle Nord.

De même, dans le domaine de l'informatique, la diffusion des techniques mises au point et commercialisées par IBM, Honeywell, etc... n'est pas un phénomène neuf. Cependant, il a fallu que d'importantes firmes de distribution, au Japon plus particulièrement, atteignent des records fabuleux dans la rationalisation et dans la

productivité des ventes au détail pour que colloques et congrès se mobilisent et s'attachent, au niveau syndical du moins, à évaluer les perspectives de la démarche capitaliste et à définir des objectifs de lutte. Et c'est pratiquer l'autocritique que de déplorer ce manque de capacité des forces progressistes à prévoir l'usage que peuvent faire les monopoles capitalistes des découvertes de la science, car il place les forces du travail régulièrement sur la défensive, leur impose des terrains de lutte très défavorables, laisse à des oppositions marginales peu ou pas assez responsables, l'occupation de champs de lutte vierges. Cette lacune dans la lutte idéologique, pour l'essentiel, est due à l'influence de la social-démocratie sur le mouvement ouvrier européen, qui abandonne au patronat la définition des orientations de la recherche et la mise en pratique des résultats de celle-ci. Bien que d'ampleur limitée, une contestation existe dans certains pays du tiers-monde, bien moins fournis en scientifiques et en techniciens progressistes, contre les transferts de technologies inadaptées à leurs conditions propres.

DE LA MECANIQUE A L'ELECTRONIQUE

La première révolution industrielle, en substituant de nouvelles formes énergétiques aux énergies animales et à celles qualifiées présentement de renouvelables, permit le développement de la mécanique, donc la précision du travail des matériaux et la croissance de la productivité manuelle. Celle-ci resta toutefois limitée par le fait que l'homme restait le trait d'union entre les machines pour les transferts, pour la programmation des diverses opérations, ou pour le pilotage des engins. De telle sorte, le « goulot » humain dont Taylor et les ergonomistes s'évertuèrent à élargir l'orifice, fut, dans des normes variables, une donnée de base de l'industrie jusqu'à la seconde guerre mondiale.

Avec le développement de l'électronique (la mise au point par H. Alken du premier calculateur électromagnétique, financée par IBM et terminée en 1944), mais aussi grâce à la miniaturisation des circuits due au transistor (1949) et au développement des semi-conducteurs (germanium et silicium), — l'intégration des opérations mécaniques successives, la programmation automatique de celles-ci, le transfert mécanique des pièces, les contrôles de la qualité et des paramètres de production devinrent possible ainsi qu'apparurent les grosses unités de calcul, de mémorisation et de traitement des données. Parallèlement à l'évolution industrielle vers une réduction de l'activité manuelle, le secteur tertiaire recevait de nouveaux outils de gestion et, avec eux, la possibilité de traiter des modèles prévisionnels, d'échantillonner, de multiplier les études statistiques.

Initialement cantonnés dans les activités de gestion, de comptabilité d'entreprise, utilisés comme calculateurs dans les centres de recherche, l'ordinateur (hardware) et ses programmes (software) règlent, aujourd'hui, la production en serres des primeurs, le stockage et la distribution de l'eau, la fréquence des rames de métro, servent d'intermédiaires entre médecins et accélérateurs de particules pour traiter les tumeurs, accumulent tout au long du processus d'élaboration de la fonte et de l'acier des centaines de données.

Par le télétraitement, l'ordinateur accumule des informations issues des terminaux implantés à distance, les traite et permet, outre

le dialogue avec les succursales bancaires ou commerciales, la centralisation des données issues de celles-ci. Il en est de même dans les agences de voyages, chez certains courtiers d'assurance, dans quelques études notariales.

L'automation et l'informatique permettent à deux personnes de surveiller une centrale électrique, une installation de production d'acide nitrique. Une usine d'auto-montage peut réduire dans le rapport de 10 à 1 son personnel moyennant une large utilisation de robots d'assemblage. Une seule ligne d'une brasserie moderne produit plus de 100.000 pots de 25 ml de bière à l'heure; la seule intervention humaine se limite (et encore) au contrôle optique des bouteilles, de la propreté après lavage et au partage des camions de livraisons à la réception de la production.

La généralisation de l'informatique à tous les secteurs de l'activité sociale est accentuée par le télétraitement qui assure une liaison permanente entre l'unité centrale et les consoles munies de video; le degré d'utilisation d'un ordinateur est ainsi augmenté par la multiplication de ses utilisateurs potentiels. C'est ainsi que de petites entreprises commerciales peuvent actuellement utiliser les services d'un ordinateur en se bornant à un investissement restreint. Sans beaucoup rêver, on peut concevoir que chaque ménage dispose d'un tel terminal « at home » et puisse recourir journallement à la programmation de son budget, au règlement de ses factures, au calcul de sa ration alimentaire énergétique...

Ce rêve peut être la réalité des années 1990 puisqu'est actuellement résolue la possibilité d'intensifier le rythme et la fréquence des communications téléphoniques. Les liaisons actuelles sont constituées de câbles de cuivre transportant des micro-courants; ils nécessitent une amplification des signaux tous les 2 km et ne tolèrent qu'un faible nombre de communications simultanées. Dans les câbles optiques (mince fil de verre), le signal transmis n'est plus une impulsion électrique mais une onde électromagnétique; l'amplification n'est plus nécessaire que de 10 en 10 km et, pour des sections de câbles très minces, le nombre de communications simultanées est incomparablement plus élevé.

En d'autres termes, les câbles optiques, qui équipent déjà certaines villes japonaises et un quartier de Paris, constituent la solution pour intensifier à bon compte l'emploi des liaisons téléphoniques; c'est la porte ouverte au foisonnement du télétraitement, à l'implantation massive du téléphone visuel, au développement des conversations simultanées entre plusieurs personnes, donc à la réduction des déplacements d'hommes d'affaires, à celle corrélative des vols aériens hors période touristique, c'est la possibilité du travail intellectuel à domicile, de la transmission d'une conférence, d'un cours à des centaines sinon à des milliers d'élèves simultanément.

Une telle évolution technologique connaît déjà des conséquences très concrètes pour l'organisation de la presse. « L'Asahi », quotidien japonais tirant à 12 millions d'exemplaires — six éditions le matin et trois le soir — est composé et mis en page par ordinateur. Les pages, transmises en fac-similés, parviennent en quelques minutes, à des centaines de km, aux quatre coins du pays, aux antennes régionales qui se bornent à composer quelques pages d'informations

locales. Les conséquences quant à la centralisation de l'information et la rationalisation du personnel se passent de commentaires.

L'étape suivante, aux essais, consiste à ne plus imprimer le journal mais à le diffuser dans un réseau de photocopieuses munies d'écran, installées au domicile de chaque abonné. Celui-ci photocopie les pages, apparues sur l'écran, qui lui conviennent (1).

Dernier motif de l'entrée de l'ordinateur dans la vie quotidienne : la miniaturisation due aux circuits intégrés, d'où la production en masse des micro-processeurs. L'invasion des calculatrices de poche, mais bientôt des dictionnaires électroniques, d'autres outils programmables adaptés à l'enseignement, à l'électroménager, à la sélection et à l'enregistrement automatique des émissions de TV ne seront pas sans conséquences pour le mode de vie, ni pour la nature du travail.

UN SECTEUR « BIEN MONOPOLISE »

La comparaison tient ! La pétrochimie et l'électronique sont financièrement parlant sœurs jumelles. En témoigne notamment le tableau des vingt premières compagnies multinationales (compagnies dont les filiales à l'étranger constituent au moins 20 % de leur actif) où les six compagnies pétrolières bien connues côtoient les trusts de l'électro-informatique.

Compagnies	Chiffres de vente en 1970 en milliards de dollars
General Electric	9,4
IBM	8,3
ITT	7,3
Phillips	5,2
Westinghouse	4,6
Siemens	3,8
RCA	3,7 (2)

Les monopoles américains tiennent dans ce secteur aussi le haut du pavé. En 1968, pour les six firmes US (General Electric, IBM, Westinghouse, RCA, General Dynamics, North American Rockwell), le chiffre d'affaires était de 26,8 milliards de dollars contre 12,5 milliards pour les neuf firmes européennes (Siemens, AEG, Schneider, Thompson, Montecatini, Olivetti, Philips, ACEC) et 7,9 milliards pour les 5 constructeurs japonais.

Dans le secteur informatique proprement dit, IBM, General Electric, Honeywell, Univac, Burroughs, NCR, Control Data (Phillips) se partageaient déjà en 1968, 80 % du marché belge, dont IBM contrôle 60 % et Honeywell 20 %. IBM occupe dans le monde quelque 250.000 personnes dont 2.000 en Belgique. Fin 1969, IBM avait investi 4 milliards de F en Belgique, 9 milliards ont été investis depuis.

IBM	76	77	78
Chiffre d'affaires	16	18,1	21 (3)
Bénéfice net	2,4	2,7	3,1

(1) « Express » n° 1464, août 1979, p. 58.

(2) « I.T.T., l'Etat souverain », p. 187.

(3) Les chiffres sont exprimés en milliards de dollars.

Honeywell

Chiffre d'affaires	2,5	2,91	3,55
Bénéfice net	0,105	0,145	0,201 (4)

Quant à la compagnie Burroughs, spécialisée dans le matériel informatique pour succursales bancaires et commerciales, en dépit de la fermeture de son usine de Seneffe en 1976, elle annonçait, le 15 mars 1979, 1,137 milliard de F de commandes en 1978 pour son seul réseau belge, soit 22 % d'augmentation sur 1977. Au niveau de l'ensemble du groupe, les résultats ne sont guère décevants : 2,46 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 1978, 16 % d'augmentation sur 1977 et 253 millions de dollars de bénéfices nets, soit 18 % de progression sur 1977.

Comme on le voit, le secteur de l'informatique se porte bien.

L'IMPACT SUR L'EMPLOI

Dans la course, entre monopoles capitalistes, à l'augmentation de la productivité, le recours large à l'informatique est vital. Aussi, la première conséquence expérimentale de cette évolution technologique a été, pour les travailleurs des entreprises de distribution en particulier, un choc frontal contre le volume de l'emploi. Banques, entreprises de distribution et administrations connaissent depuis trois ans une révolution dans la conception même du travail. Sans doute, y faut-il voir la cause de l'organisation, en novembre 1978, de la 2e conférence de l'Euro-Fiet qui rassemblait les délégués des travailleurs du commerce de 18 pays.

Dans la distribution (5)

Déjà frappé par les rationalisations dues au développement du libre-service, le secteur de la grande distribution connaît une centralisation de plus en plus poussée suite à l'introduction massive de l'ordinateur et du télétraitement. Centralisation de la comptabilité, des achats, de la gestion des stocks, planification du choix des marchandises et du personnel avec force précisions, telles sont les grandes tendances qui se manifestent depuis 1970. Les conditions favorables à cette centralisation et à cette planification de gestion sont évidemment nées des mécanismes de concentration capitalistes des entreprises commerciales. La fusion GB-INNO-BM est l'exemple patent en Belgique. Mais une telle restructuration financière ne justifie pas, à elle seule, la modification profonde dans la nature même de l'organisation du secteur. La technologie cybernétique amplifie les conséquences de ces regroupements; qui plus est, elle s'adapte de mieux en mieux, aussi, aux petites entreprises commerciales.

Concrètement, les mutations se traduisent par la disparition de l'autonomie des succursales. L'approvisionnement est unique pour l'ensemble du réseau de vente, les chefs de rayons perdant toute

(4) CRISP. « Les investissements américains en Belgique », p. 85.

(5) « Effets de la rationalisation sur la situation d'emploi dans le secteur européen du commerce ». Rapport 29-30-11-78 - Genève (FIET).

possibilité d'initiative, de choix. La comptabilité — les caisses enregistreuses étant reliées à l'unité centrale de traitement des données — n'incombe plus aux unités de vente pas plus que les opérations de gestion des stocks, elles aussi centralisées ou du moins ramenées à une dimension régionale. Grâce à d'autres techniques de pointe, le crayon lazer notamment, les opérations d'étiquetage, de modification de prix sont également concentrées. Dans certains cas, la détection des articles nécessitant de nouvelles commandes — ceci est particulièrement vrai pour les petites unités commerciales, pour les pharmacies — se fait en promenant un appareil de repérage devant les rayons à regarnir. Ce dernier enregistre et transmet par téléphone au dépôt les articles manquants.

Au Japon, sont expérimentés des self-services où le client ne collecte plus lui-même ses marchandises. Celles-ci sont présentées, soit par photos, soit sous forme d'échantillons et accompagnées de cartes perforées ou d'un numéro code. Le client rassemble les cartes (c'est le cas en Belgique dans la chaîne Colruyt) ou transmet par émetteur portatif les références et les quantités à l'ordinateur du stockage. La collecte automatique des marchandises demandées y est assurée, l'emballage et le transfert vers la caisse enregistreuse aussi. La présentation d'une carte de crédit supprime toute intervention humaine dans l'opération achat du client.

Ce bref exemple n'est qu'une illustration de ce que la réorientation structurelle du secteur de la grande distribution est bien éloignée encore de sa forme la plus avancée dans l'état présent des possibilités techniques. En fait, un vaste processus de rationalisation est en cours; les chiffres avancés par la conférence de l'Euro-Fiet, quant aux pertes d'emploi, ne constituent qu'un prélude plus qu'alarmant.

De 1972 à 1977, 160.000 emplois soit 11,1 %, ont été perdus en RFA dans le secteur du commerce de gros. Dans celui de détail, la chute a été de 132.000 emplois complets soit 8,6 %. En outre, une autre enquête estime que, sans changements structurels et sans rationalisation, donc à productivité constante dans le commerce de détail, le développement potentiel de la consommation (de 1970 à 1975) aurait dû créer 295.000 emplois nouveaux.

En réalité, 95.000 ont disparu et 200.000 ont été gommés par l'accroissement de la productivité. En 1977, les chômeurs ouest-allemands venus du commerce étaient 146.000 soit 16 % de la masse des chômeurs complets. Au niveau de l'Europe occidentale, la tendance est similaire; en Italie elle est aussi marquée qu'en RFA; elle est moindre en Suisse et en Belgique.

Banques, administrations et assurances...

Dans ces secteurs, privés comme publics, la généralisation des terminaux dans les succursales est connue du public qui peut assister à la SGB, à la CGER, au Crédit Communal au dialogue entre l'employée et l'ordinateur du siège principal centralisant l'évolution des comptes-clients. Parallèlement pullulent les « banco-mat » et autres « crédit cash » ou « Mister cash », lesquels se substituent purement et simplement aux employés pour les opérations classiques de dépôt et de retrait. Là aussi l'augmentation de la productivité est de rigueur, comme elle l'est dans le travail des textes. Déjà apparenté

au travail à la chaîne dans de vastes salles de dactylographie au dictaphone, l'activité de la «secrétaire» est prise en charge par l'ordinateur. Le choix de textes tout préparés existe sur bandes magnétiques et, par simple sélection, le texte retenu est dicté, sans personnel qualifié, à une machine à écrire automatique couplée. La société Siemens produit des installations réalisant une feuille DIN A 4 (1500 frappes) en 10 minutes (préparation, rédaction, correction et réalisation de la lettre). La même opération, avec dictaphone, prend 32 minutes.

Le temps n'est guère éloigné où les administrations communales délivreront les permis d'inhumation, les certificats de bonne vie et mœurs, les cartes d'identités en proposant au public de pousser sur la touche ad hoc d'un terminal d'ordinateur relié au fichier central.

Travail à temps partiel et déqualification

En concentrant les mécanismes de gestion, le patronat des grandes entreprises impose, du même coup, la déqualification du personnel subalterne qui se voit privé de toute initiative, de tout apport personnel; une part croissante du travail consiste à alimenter, à divers niveaux, l'ordinateur central en informations. Outre la dévalorisation salariale qu'entraîne cette déqualification (suppression des postes de chef de rayon, de «première vendeuse»), la planification centralisée du personnel donne au patronat un luxe de renseignements concernant le rendement du personnel à divers postes, ce qui permet de corriger les normes prévisionnelles imposées en début d'année et au dépassement desquelles sont liées les primes de salaires. Pour faire face aux heures de pointe, pour faciliter les mutations internes du personnel, il est fait de plus en plus largement appel aux travailleurs à temps partiel. Toujours en RFA, alors que 132.000 emplois complets disparaissaient de 72 à 77, la distribution embauchait 52.000 personnes en part-time.

Une recherche permanente de record de productivité programmée, l'obligation permanente de s'accoutumer à de nouvelles techniques, les mutations fréquentes et la disparition de nombreux emplois de promotion, sont autant de facteurs de dégradation des conditions de travail.

CENTRALISATION ET DESINFORMATION

Le progrès des vingt dernières années, en électronique et en cybernétique donne au capitalisme un nouvel outil de travail qui, dans le secteur industriel, couplé à d'autres techniques modernes comme celle du float dans le secteur du verre plat, à la coulée continue en sidérurgie, à la découpe au laser dans le textile, conduit dans les deux prochaines décennies à l'exclusion de l'homme de toute intervention directe dans la plupart des processus de production de biens et de services. Epargné jusqu'à l'apparition du libre service, à l'abri, par tradition, des calculs de rendements, le secteur tertiaire est le premier à être aussi perturbé par une technique qui en transforme la nature, désagrège la qualité du « service rendu » et y balaie l'emploi. En outre la mutation engagée grâce à l'informatique et aux télécommunications, permet un degré de concentration rarement imaginé du pouvoir de décision donc prend à contre-pied toutes les revendications des forces de progrès qui luttent pour la décentralisation des pouvoirs, pour que les masses laborieuses disposent d'un pouvoir de contrôle réel, pour que l'information soit accessible et disponible.

Il est à noter que les travailleurs, du tertiaire notamment, n'ont de

- Cadastre : copie manuelle 300 f. 2:500 m. qualification
- livre RTT - liaison ordinairement

contact qu'avec le hardware (la quincaillerie), donc avec l'appareillage de programmation lui-même, mais qu'ils restent exclus du software, c'est-à-dire de la programmation, soit de l'étude, de la compréhension, du perfectionnement de la manière dont travaille l'ordinateur. De fait, le programme de base reste le lot de petits noyaux de spécialistes isolés dans un centre de calcul de la firme, voire, la plupart du temps, celui du fournisseur de l'ordinateur qui vend et conçoit, à la demande, les divers programmes adaptés aux besoins du client. Là aussi, la diffusion de l'informatique se fait a contrario d'une évolution culturelle et équilibrée des masses.

La course à la productivité entre monopoles capitalistes réduit sans cesse le temps qui s'écoule entre la mise au point « pilote » d'une technique et son application très large dans la production. Cette rentabilisation souvent pressée du progrès scientifique n'est pas sans rapport avec un renforcement du contrôle du privé sur l'enseignement universitaire. Dans de telles conditions, le temps laissé à l'enseignement technique ou professionnel pour s'adapter aux techniques nouvelles, recruter du personnel compétent, modifier les programmes, créer les nouvelles sections, trouver dans le public une demande réelle, obtenir les autorisations administratives, s'équiper en matériel didactique est insuffisant et conduit certaines sections à être opérationnelles lorsque la technique est déjà dépassée. Des exemples sont à trouver dans la formation des réparateurs radio-TV, dans l'horlogerie, où les évolutions brutales, souvent superficielles quant à la qualité de matériel produit, sont loin de justifier le gaspillage de pièces, le coût des réparations, sans compter la non-rentabilisation suffisante des structures d'enseignement élaborées. Le progrès technique doit rester conditionné par la satisfaction des besoins sociaux et par la vitesse d'assimilation de la société où il doit s'intégrer car il est aussi un vecteur de culture.

Les progrès en cours dans le secteur des télécommunications facilitent le déploiement des multinationales, géographiquement parlant. Ils assurent les liaisons intercontinentales indispensables à cette gestion centralisée et permettent de ce fait la dispersion d'unités de production segmentaires. Ils confinent au rôle de simple exécutant les responsables des succursales. Témoin cette déclaration d'un groupe d'ingénieurs ayant quitté « IBM-France » :

« Il se trouve que les ingénieurs français qui participent aux activités d'IBM ne sont en aucune manière associés aux décisions qu'elle est amenée à prendre. Les Français qui y travaillent y sont des esclaves dorés ». (6)

Le caractère anarchique que confère le capitalisme à la division internationale du travail ne peut qu'être conforté par les applications de l'informatique elle-même aux opérations portuaires. Avec la « containerisation » du trafic de marchandises, la multiplication des « terminaux containers », l'adaptation des divers moyens de transports aux caisses métalliques standardisées (trains, bateaux, camions, péniches), les opérations de triage des marchandises, leur dispersion comme leur concentration sont automatisées, mais, en outre, le processus de déchargement l'est largement, là aussi au détriment du volume de l'emploi pour les dockers, pour les PME des transports routiers et de la batellerie. Même au niveau — d'intérêt moindre certes — des finan-

(6) Les investissements américains en Belgique. CRISP, p. 94.

non velleux emplois ?

l'ouvrage de la Louvière

ces provinciales et communales, le développement de l'informatique et de l'électronique industrielle provoque une inadéquation entre le rendement des taxes industrielles de ces pouvoirs locaux et l'activité des entreprises privées. En basant ces taxes sur la force motrice installée, mais surtout sur le volume de l'emploi, cette fiscalité est mise en chute libre et par la modernisation de l'outil industriel, et surtout par les réductions d'emplois qu'entraînent l'automatisation de la production et l'informatisation de la gestion. Contrer cette évolution passe par la taxation de la puissance des ordinateurs et du nombre de terminaux.

LA QUETE DES AIDES PUBLIQUES

La course à l'automatisation de la production comme de la gestion ne peut que renforcer, chez les monopoles, la quête des aides publiques destinées à des rationalisations évidemment destructrices d'emplois comme multiplier les appels empressés à la modernisation des moyens de communication électroniques assurant des possibilités croissantes de raccordements entre les sièges nationaux et internationaux. L'aide publique en matière de recherche ne sera guère délaissée. Témoin ce contrat de recherche entre la faculté polytechnique de Mons et les cableries dans le domaine des fibres optiques.

L'appareil administratif de l'Etat est lui aussi un client potentiel alléchant; notons que l'introduction massive de l'informatique dans une perspective conforme aux soucis de la droite, rencontre le double objectif d'assurer des commandes aux monopoles et de concrétiser la rationalisation tant demandée de la fonction publique. La sollicitude dont témoignent certains géants cybernétiques à maintenir, sur le territoire national, des divisions ou de simples antennes commerciales n'est pas étrangère à ces marchés publics. La société Burroughs l'avoue sans fard en intitulant l'une de ses six agences en Belgique : « Finance-Gouvernement » (7).

COMME LA LANGUE D'ESOPE

La technologie est la meilleure ou la pire des choses. Le catalogue proposé au lecteur est sinistre; pourtant il n'est pas sans alternatives. Les définir reste le lot des forces de progrès, des communistes en priorité. Désinformation du personnel, compartimentage de la production, de la gestion, donc des tâches, réduction drastique de l'emploi, déqualification couplée avec une hyperspécialisation, surcentralisation du pouvoir de décision, déshumanisation du travail par une absence de créativité, tel est l'échantillon des frustrations que ne pourront que ressentir avec plus d'acuité les diverses catégories de travailleurs.

La crainte quelque peu mystique de l'ordinateur existe. Elle fut distillée par quelques vulgarisateurs à résonance idéaliste (philosophiquement parlant) qui n'hésitèrent pas à le présenter comme un maître futur de l'homme. Que cette crainte tourne, pour beaucoup, en aversion de la science, de la technique, en général du matérialisme, est l'un de ces biais sur lequel peut déjà compter le capitalisme pour s'épargner le rôle justifié de cible des mécontentements populaires. Quand la technique dépasse l'entendement des masses, la crise morale ne peut que se renforcer, les sectes de tout poil fleurissent et les hymnes prônant le retour au « bon vieux temps » surgissent pour mieux créer la confusion.

(7) Burroughs lettre du 15-04-1979.

C'est pourquoi, le monde du travail mérite d'être mieux informé et plus préventivement sur les conséquences qualitatives et quantitatives des techniques citées, placées dans les mains du capitalisme monopoliste. C'est l'intérêt de la gauche de démontrer et d'expliquer à temps la portée des découvertes et de lutter pour qu'elles ne soient pas détournées des objectifs fondamentaux.

ESSAIS PREVISIONNELS

Le développement de l'informatique tend à modifier la physiologie des entreprises. A production industrielle constante, se feront rares celles qui occupent encore des milliers d'emplois. L'accroissement du potentiel « télécommunication » comme l'automation secréteront davantage encore la dispersion géographique de petites unités de production peu peuplées. Cette évolution ne peut être sans conséquences sur le taux de syndicalisation, l'efficacité des luttes, l'impact de celles-ci au niveau régional ou local, pas plus que sur la configuration même des forces productives.

Prend, dans le contexte proposé, toute sa valeur, la lutte pour la réduction du temps de travail qu'il faut présenter non seulement comme un moyen de sauvegarde de l'emploi, mais comme un dû au monde du travail, puisque partageant entre travailleurs les bénéfices de la recherche scientifique et d'investissements financés de plus en plus massivement par la collectivité.

Le mouvement ouvrier belge a su imposer à la bourgeoisie nationale l'index des prix de détail. On mesure en période d'inflation, l'arme que constitue cet acquis social, qu'il faut défendre quotidiennement. Comment empêcher largement le pouvoir monopoliste d'utiliser à son compte le progrès technologique et d'accaparer les profits nés de l'augmentation de la productivité si ce n'est en indexant aussi la durée hebdomadaire du travail en la liant annuellement à la valeur moyenne de la productivité, calculée à partir d'un échantillon de données sectorielles pondérées ? S'impose, parallèlement, l'obligation de définir une politique culturelle afin que soient créées les conditions favorables pour que, gagnant du temps libre, les travailleurs ne retrouvent pas l'exploitation capitaliste dans leurs loisirs. Elever la culture au rang de service public démocratiquement géré est aussi une perspective créatrice d'emplois.

Doit trouver place, dans le débat présent qui anime le monde des enseignants, la proposition de mieux intégrer dans la formation globale la connaissance et la compréhension générale des nouvelles technologies. L'allongement de la scolarité doit permettre un meilleur bagage scientifique, une formation plus générale ouverte aux recyclages ultérieurs, et doit s'opposer à l'hyperspécialisation telle qu'elle existe dans le secondaire. L'enseignement professionnel est sur le point de devenir l'antichambre du chômage comme de nombreuses sections du technique secondaire supérieur, orientées exclusivement vers les secteurs de la distribution, de l'administration...

Le but de cette note ne dépasse le souci de montrer que, dans notre système économique, l'évolution technique va peser, dans les luttes sociales et politiques, d'un poids inhabituel. Le débat énergétique, les questions relatives à la protection des mers, de l'air sont des questions qui débouchent immédiatement sur des options technologiques; la lutte des classes ne peut plus se limiter au seul secteur de la production mais doit s'étendre à celui de la conception des réponses que propose la science pour satisfaire les besoins humains.

voir R.T.T.

cf autres
de Bonches.

cf l'élargit

Voici sur les problèmes de la littérature belge d'expression française un témoignage personnel, celui de David Scheinert. Un témoignage engagé mais concret. Nous ne doutons pas qu'il suscitera un débat; le sujet en vaut la peine.

Le mois prochain, Pierre Mertens apportera son point de vue sur les problèmes des écrivains belges de langue française.

Dès à présent, vos réflexions ou remarques sont très bienvenues !

DAVID SCHEINERT

Inventaire des anomalies littéraires belges

... peint exactement d'après nature et dans toute sa vérité...

Rousseau

Il n'est pas excessif d'affirmer que la majorité des écrivains belges de langue française ne sont satisfaits ni de leur condition ni des conditions imposées à la littérature qu'ils produisent. Pour ma part, je n'en connais qu'un qui nage dans le bonheur et chante à qui veut l'entendre que tout est pour le mieux dans le plus libre des royaumes. Il est vrai qu'il fait partie de l'Académie et n'écrit plus depuis des années, conditions suffisantes sans doute pour assurer la félicité à certains...

Plutôt que de m'en tenir à des théories creuses exprimées en termes prétentieux, à des thèses biscornues sur l'état actuel de la littérature belge d'expression française — formulation à laquelle je tiens et que je justifierai — j'ai préféré apporter un témoignage précis, faire un inventaire détaillé basé sur une expérience de près de trente ans, fournir des faits, des exemples, en tirer certaines réflexions, les uns vérifiant, éclairant, approfondissant les autres. En somme, j'ai

voulu rapporter ce que j'avais vu moi-même. Qu'on n'y voie aucune prédilection pour l'anecdote, aucune tendance au narcissisme. Tout simplement, je parle de ce que je connais concrètement : démarche générale qui me sert depuis des années tant pour les romans, les poèmes, que pour le théâtre et les essais.

Est-ce à dire que mon témoignage soit exemplaire ? Je ne le crois pas. Il faut tenir compte du fait que je suis un écrivain belge d'une origine doublement étrangère, différant aussi de mes confrères par des positions politiques progressistes tranchées, voire passionnées — rares dans notre littérature — et qui imprègnent toute mon œuvre, par un refus tout aussi passionné de suivre la mode qui veut que la manière de dire — aussi brillante soit-elle — vaut plus que ce que l'on dit et, surtout, que ce que l'on invente et imagine, par un vif intérêt pour le judaïsme — inconnu dans l'Histoire de nos Lettres —, par mon attitude particulière à l'égard de la littérature belge — française et flamande — **que je considère comme un tout**, saisissant mieux l'unité que les « régionalistes » qui, eux, voient surtout les différences, enfin, par mon comportement social progressiste, opposé à l'individualisme fermé et exacerbé de mes confrères.

Par ailleurs, issu d'un vieux peuple à l'Histoire bimillénaire et mouvementée, qui s'est répandu sur la surface de la terre, devenu par hasard citoyen d'un pays minuscule né il y a un peu plus de cent ans, je n'ai jamais, à l'instar de certains confrères, éprouvé le moindre complexe d'infériorité de caractère national, n'ai jamais voulu singer les Parisiens et, a fortiori, me mettre à plat ventre devant eux. S'il n'y a aucune raison d'être fier d'être Juif ou Belge, il y en a assurément d'être fier de Breughel, De Coster, Lekeu et, bien sûr, Ezéchiel. C'est pourquoi, à l'étranger, il me paraît tout à fait naturel de garder la tête haute devant les représentants de ce qu'on appelle les grandes nations...

Cela posé, si mon témoignage n'est pas exemplaire, je le crois, par contre, significatif d'une situation anormale. Je suis convaincu qu'il donne de cette situation une image juste et précise, une vue partielle — objectivité, connais pas — mais de la partialité la plus large, la plus ouverte possible, celle d'un progressiste, ni plus ni moins vertueux, s'appuyant sans cesse sur des faits avérés, personnels ou non, et essayant d'en tirer des enseignements utiles à la majorité des intéressés afin qu'ils puissent tenter — s'ils en ont réellement le souci — de modifier la réalité.

Un petit pays capitaliste, indépendant depuis relativement peu de temps, artificiellement divisé par des querelles linguistiques, manquant de longues et véritables traditions culturelles. Une communauté francophone démographiquement plus faible, économiquement plus démunie que la flamande, culturellement dans l'orbite de la France. La proximité immédiate de cette France, à vrai dire d'un Paris, dont la valeur et le rayonnement ont baissé, mais dont le centralisme, voire l'impérialisme culturel continue de se faire sentir. Une Europe, dont on parle beaucoup, surtout dans les milieux politiques, mais dont la démocratie économique reste à faire, et dans cette Europe, l'impossibilité pour un petit pays francophone d'exercer en toute souveraineté son autonomie culturelle face au protectionnisme étouffant de la France. Enfin, une politique culturelle, une politique du livre inexistantes. On a bonne mine après cela, de parler de « la pensée enchaînée à l'Est »... Je ne sais pas ce qu'il en est de la pensée, mais je sais,

parce que je l'ai vu, que nombre de citoyens de l'Est non seulement connaissent mieux que ceux de l'Ouest les grands classiques universels, mais encore qu'ils pourraient apprendre à certains de nos compatriotes qui est, par exemple, De Coster ou Verhaeren... Ce n'est peut-être pas la Liberté, mais cela y mène...

Commençons par le commencement. Un Belge tenaillé par le désir irrépressible d'exprimer ce qu'il ressent, se décide à écrire un livre, un roman. Pour le moment, pas de problème, sinon l'énorme difficulté de l'accouchement d'une nouvelle réalité. Mais je choisis un homme supposé avoir de la valeur et de la patience.

L'écrivain a travaillé un an, deux, trois ans. Son manuscrit est terminé. Il consulte la liste des éditeurs belges, en choisit un et lui envoie son travail. C'est un homme modeste, donc inquiet, mais il attend patiemment. L'attente, contrairement à ce qui se passe à Paris, n'est pas trop longue. On le convoque. Accueil aimable : « Vous avez du talent. Beaucoup... Si, si... J'aimerais vous éditer... Mais la situation, le coût, enfin, vous comprenez... » Notre auteur comprend, il comprend l'incompréhensible, l'ahurissant, le monstrueux qui a fini par devenir normal. Il ne lui a pas suffi de turbiner pendant trois ans sans, évidemment, toucher un sou pour sa peine, d'avoir réalisé une œuvre de valeur. Non, cela est insuffisant. Il faut, en plus, qu'il rétribue lui-même ses efforts, son travail et finance ce qui devrait être du ressort de l'éditeur, bref, l'édition de son livre qui, s'il a environ deux cents pages, lui coûtera entre 150 et 200.000 francs. S'il ne les a pas — et c'est le plus souvent le cas — l'éditeur soupire avec une compassion courtoise ou, éventuellement, s'il a tout de même certaines aptitudes au métier qu'il prétend exercer, conseille à notre débutant de faire appel au Fonds National de la Littérature.

Ce Fonds est géré par l'Académie Royale de Langue et de Littérature Françaises de Belgique, Académie dont je reparlerai. Comment fonctionne-t-il ? Une quinzaine d'écrivains, qui sont remplacés en principe régulièrement et dont un certain nombre ne fait pas partie de l'Académie, examinent par groupes de trois chaque manuscrit reçu par le Fonds. Si deux écrivains du trio émettent un jugement favorable, l'assemblée, après discussion publique, décide d'allouer à ce manuscrit un subside à l'édition dont le montant maximum, il n'y a pas longtemps encore, ne dépassait pas 20.000 francs. De quoi faire imprimer vingt pages... Il faut pour cela que le livre en fasse à peu près deux cents... Le fonctionnement du Fonds serait tout à fait démocratique si n'entraient en ligne de compte que des considérations littéraires et si la détermination du montant du subside était, elle aussi, décidée par tous. Or, trop humainement, certains lecteurs règlent des comptes personnels, esthétiques ou politiques par manuscrits interposés, tandis que les cordons de la bourse ne sont en réalité tenus que par quelques académiciens qui tranchent pratiquement tout seuls. Tant qu'un manuscrit est examiné par des écrivains, sinon objectifs, du moins qui essaient de s'acquitter de leur tâche le plus honnêtement possible, tout se passe à peu près convenablement. Autrement, c'est l'arbitraire, la malveillance, le refus d'accorder la juste subvention, ou, au contraire, la plus scandaleuse des complaisances.

Exemple : il est arrivé qu'un responsable du Fonds ait intérêt à transmettre le manuscrit d'une connaissance à trois amis lecteurs, dont il sait à coup sûr que, pour des motifs sur lesquels je reviendrai, leur jugement sera positif, ou, au contraire, à confier le manuscrit,

auquel il ne souhaite pas qu'un subside soit accordé, à trois lecteurs, dont il connaît d'avance le préjugé défavorable, motivé par des raisons littéraires, idéologiques, voire personnelles.

Admettons pourtant que notre débutant trouve le Pactole : 20.000 francs pour l'édition d'un livre, qui en coûte dix fois plus... Ses ennuis ne font que commencer.

L'éditeur, un vrai philanthrope, publie l'ouvrage... L'écrivain assure un service de presse aussi étendu que possible, « couvrant » les journaux belges, français, les revues, les stations de radio et de télévision.

Pour être sûr que les lecteurs, après avoir lu les critiques, si critiques il y a, pourront se procurer son livre, il vérifie auprès de quelques libraires s'il s'y trouve. A sa grande surprise, il constate soit que la plupart ne l'ont pas, soit que les plus importants ne l'ont pas, soit qu'on ne le trouve nulle part. Interrogé, l'éditeur renvoie l'écrivain chez le libraire : c'est lui qui refuse les auteurs belges, même en dépôt. Le libraire répond ou qu'il n'a jamais été visité, ce qui est fréquent, ou confirme, en justifiant son refus par l'argument qu'il ne peut acheter ce qu'il ne vend pas...

Ainsi, non seulement l'auteur a été obligé de financer la publication de son travail, mais même ce financement n'a servi à rien, puisque l'éditeur n'a pas pu ou voulu remplir une de ses fonctions essentielles, à savoir la diffusion de l'ouvrage. Je ne prétends pas que tous les éditeurs et tous les libraires belges agissent de la sorte, mais on peut affirmer sans grands risques d'erreurs que 90 % d'éditeurs le font. Il existe, par contre, un excellent éditeur en province qui prend à sa charge non seulement les frais de publication, mais encore, ce qui est plus rare, de publicité. Ses ouvrages sont diffusés dans le pays et en France. Malheureusement, il se limite souvent au genre régionaliste.

Revenons à la presse et à ce qu'on appelle dans le jargon moderne les « mass media ». Leurs réactions à l'égard de la littérature belge ne peuvent être jugées d'une manière linéaire. Premier point : à mon avis et de l'avis exprimé, en privé il est vrai, par maints confrères courageux, il n'existe que deux quotidiens qui possèdent une page littéraire complète et, apparemment, digne de ce nom, rédigée par des gens qui semblent compétents. Point deux : lorsqu'on parcourt ces pages, on a davantage l'impression de lire des quotidiens parisiens que des journaux belges, non qu'on puisse dire qu'il n'y soit pas fait écho aux livres d'auteurs belges, mais à cause d'une subtile hiérarchie qui accorde la prééminence aux best-sellers français ou étrangers, en vertu du culte de la vedette — une des maladies de notre société — s'arrête ensuite avec respect devant les Belges consacrés par l'édition et la presse françaises et ne traite qu'en dernier des citoyens de seconde zone édités dans ce pays dont on a honte en secret et qui s'appelle Belgique. On esquive évidemment tous les problèmes spécifiques qui se posent à la littérature de ce pays et qui n'ont rien de régional, au sens étroit du terme, alors que l'on s'attarde avec complaisance à une littérature folklorique qui ne sortira jamais de sa paroi. A côté de grands coups de chapeau destinés aux stars, une singulière indulgence fait un sort à des écrivains de 36e ordre, même si c'est sous la forme d'un compte rendu de quinze lignes. Cette tolérance à l'égard de la nullité, qui enlève toute valeur à l'éloge du talent, est due à une promiscuité provinciale, à des copinages fréquents, à des échanges de menus services. Les magouilles, les tripotages,

tages littéraires ne sont pas une invention de mon humeur « atrabilaire », n'en déplaise à ceux qui, habitués aux discours pompeux, vernissent, masquent la réalité. Les complaisances existent, bien entendu, et il faut les dénoncer.

Une ambiguïté ou une maladie pratiquement identique se révèle à la radio. Mis à part, le quart d'heure hebdomadaire de Claude Vignon, sur le premier programme, consacré en général à deux écrivains, intelligent, assez ouvert, mais insuffisant, il faut reconnaître que les émissions littéraires plus importantes, encore que moins écoutées, parce que diffusées notamment par des stations à faible audience, sont conçues par quelques jeunes ratés de la littérature qui pratiquent le copinage avec plus d'impudeur et de férocité que les vieux bonzes dont ils dénonçaient les combines il y a quelques années dans une lettre ouverte. Leur politique est simple : n'inviter devant le micro que des écrivains de leur espèce qui n'ont rien à dire, mais le disent d'une façon biscornue. La seule chose qu'ils ont découverte, c'est qu'ils avaient un zizi, et ils en sont si peu revenus qu'ils ne cessent d'annoncer la bonne nouvelle à la douzaine de naifs qui prétendent les lire. Ajoutez à leur exhibitionnisme, un langage abscons et poivrez avec beaucoup d'anticommunisme...

Pour la télévision, exception faite pour l'émission hebdomadaire « Sept sur Sept » qui accorde sept, huit minutes à tout écrivain belge, bon ou mauvais d'ailleurs, qui vient de publier un livre, les autres émissions plus longues, mais plus rares et qui, afin sans doute de mieux propager la culture, passent le plus tard possible, ne sont réservées qu'à des vedettes, des célébrités, pas à un contenu, mais à un nom, une réputation. Au fond, on se moque de savoir ce que vaut réellement l'écrivain. Est-on d'ailleurs capable d'apprécier sa valeur ? En réalité, la culture compte pour du beurre. Ce qui compte, c'est le certificat de notoriété décerné par Paris, l'argent. Quelques infimes exceptions. Je me souviens notamment d'une émission consacrée à Achille Chavée et qui a fini par passer à un moment où le poète venait de mourir ou était en train d'agoniser. Mort, le poète communiste Chavée était devenu excellent... C'est ce qui a décidé un académicien qui ne lui avait jamais accordé le moindre signe d'intérêt pendant sa vie, à faire son éloge posthume et à... persévérer. Les vautours, on le sait, ne sont attirés que par les cadavres...

Comment réagissent les gens devant cette information, cette demi-information, cette désinformation ? Je me limite aux lecteurs. Ils achètent du français et ignorent le belge. Quant au peuple en général, il vit dans un pays où la culture ne concerne qu'un clan d'esthètes ou de snobs, et où la majorité est gavée d'une semi-culture ou même d'une anti-culture, intoxiquée par des rêves et des jeux bien faits pour la maintenir dans un état d'inertie intellectuelle qui sert le pouvoir. Aucune incitation à la lecture, et a fortiori à la lecture de livres belges. Les bibliothèques existent pourtant. On y trouve souvent des auteurs de notre pays. Mais à quoi bon, si les gens qui les visitent, ne sont pas documentés, animés, « motivés », placés dans des conditions culturelles favorables ? Les pouvoirs publics n'ont jamais accordé beaucoup d'importance à la littérature belge, quand ils ne l'ont pas ignorée ou méprisée ; j'entends toujours la réflexion de ce Directeur Général à qui j'étais venu demander, au nom de certains écrivains, le financement partiel d'une anthologie de la littérature belge, me répondre qu'il était opposé à ce projet et que pour lui, l'idéal était de mêler les Belges aux Français dans une seule anthologie. Comme s'il ne

connaissait pas le travers de beaucoup de nos voisins français, qui consiste à tirer la couverture à soi, à pratiquer l'impérialisme culturel, à minimiser l'importance des petits pays francophones — c'est dans « L'Encyclopédie de la Pléiade » que je trouve l'expression péjorative de « polygraphes » appliquée notamment à des écrivains aussi importants que Vivier et Thiry... Nous aurions eu bonne mine, noyés dans un ensemble où les plus médiocres des Parisiens, parce qu'habiles rhéteurs, auraient éclipsé les plus solides des nôtres.

On me rétorquera qu'il existe des prix d'Etat qui contribuent à faire connaître notre littérature. J'en conviens, mais je ne suis pas sûr que ce sont toujours des critères littéraires qui pèsent le plus. Et dont je suis sûr par contre — et c'est une plaie typiquement belge — qu'étatique ou privé, un prix littéraire est accordé avec tellement de discrétion — quasiment à la sauvette — qu'il ne reste pratiquement connu que des seuls spécialistes. Aucune mise en valeur, aucune promotion, pour le plus grand désavantage des lauréats et des lecteurs.

L'enseignement moyen et supérieur, sauf de rares exceptions, exclut la littérature belge contemporaine de son programme. Et ceux qui en ont bénéficié, continuent à l'ignorer. Tel professeur, à la rigueur, apprendra à ses élèves l'existence de Simenon, de Mallet-Joris ou de Marceau — alias Carette, ex-collaborateur du « Nouveau Journal » sous l'occupation nazie — oubliant, parce qu'il n'en connaît pas d'autres, qu'ils ne sont pas les plus importants et que, d'ailleurs, deux d'entre eux ont renoncé à la nationalité belge... S'il est un peu plus « calé », il ajoutera le nom de Carême... S'il est vraiment scrupuleux, il poussera l'investigation plus loin et, en cherchant à éclairer les jeunes, il s'enrichira lui-même. Et de fait, quelques étudiants, des phénomènes, découvrent soudain la littérature belge contemporaine et, parfois même, nouent des contacts avec des écrivains...

Si le pouvoir agit peu, si l'enseignement n'agit pas, peut-être penseront les profanes et les naïfs, les associations professionnelles font-elles l'impossible pour assurer la défense des intérêts des écrivains belges. Si, du moins, elles essayaient de faire le possible... D'ailleurs, le terme d'« associations professionnelles » est impropre. Exercer une profession implique en général que l'on a une certaine expérience et que l'on connaît son métier, ce qui n'est pas le cas des trois quarts des membres. Cela implique aussi que l'exercice est rétribué, ne fût-ce que symboliquement. On est loin de compte. Non seulement les écrivains belges — je parle des vrais — ne touchent rien, mais encore ils sont les seuls travailleurs obligés de payer pour pouvoir exercer leur profession dans des conditions d'ailleurs navrantes.

Je parlerai de deux groupements dont le caractère et la fonction sont dissemblables : l'Association des Acrivains Belges (AEB) et l'Académie Royale de Langue et de Littérature Françaises de Belgique.

Pendant la trentaine d'années que j'ai passées à l'AEB, dont quatre ou cinq au Conseil d'Administration, **pas une seule fois**, je n'ai vu cette Association défendre les intérêts matériels de ses membres. Son activité s'est toujours bornée à faire entrer dans son sein le plus d'écrivains possible — fussent-ils mauvais comme des cochons — pour la raison hautement intellectuelle que chaque membre supplémentaire représente une cotisation de plus. Une fois inscrit, on entre dans la grande famille des quatre cents et quelque, avec droit à l'encensement et obligation de réciprocité. Les Soirées des Lettres Belges il-

lustrent admirablement cette convention. Devant une trentaine de personnes, dodelinant de la tête ou endormies, les membres de l'AEB distillent le bien qu'ils pensent les uns des autres. Peu importe la qualité et le contenu. L'essentiel consiste à se faire des câlineries, puisqu'on a tous payé 300 francs... Ce ronronnement niais, je l'ai subi pendant une trentaine d'années — et on prétend que j'ai mauvais caractère ! — espérant contre tout espoir, par les arguments, les interventions, les protestations réitérées, amener certains de mes confrères à se réveiller et à agir, à sortir la bonne littérature de l'ornière et du ghetto et à laisser la mauvaise dans la poubelle. Peine perdue. L'inertie, l'inefficacité arrangeaient les petits-bourgeois qui préféraient s'arranger tout seuls, sans rien en dire à personne. Chacun pour soi... Je dois pourtant à la vérité de reconnaître que quelqu'un a fait quelque chose : le Président s'est mis à composer et à réciter de petits discours charmants, tantôt de circonstance, tantôt hors de propos, d'une poésie languissante et intemporelle. Homme courtois par ailleurs, dont la reconnaissance éperdue qu'il continuait à manifester aux Académiciens — qu'il ne quittait pas des yeux avant de décider qu'il ne déciderait rien — qui l'avaient propulsé et élu, avait quelque chose de tellement émouvant que ma sensibilité n'a pu le supporter et que je me suis vu obligé de quitter la chère vieille chose — je parle de l'AEB et non de son pilote...

L'Académie. Un académicien a fait récemment dans un journal français l'éloge quasi mystique de la compagnie, écartant d'un trait de plume les objections et les critiques : pour lui, tout est parfait. On n'est jamais si bien servi... J'essayerai d'en traiter d'une manière moins dévote...

Il est des écrivains, très, très rares, qui vilipendent l'Académie, en privé, cela va de soi, en tant qu'institution, lui reprochant son insignifiance, son conformisme, sa médiocrité. Cela ne les empêche pas en public de perdre toute dignité et de se déculotter devant chaque académicien qu'ils rencontrent. Pour d'autres, les plus nombreux, l'Académie est le seul but, le seul idéal, mais ils ne s'en cachent pas. Parmi eux, on trouve toujours le petit délicat qui rêve à la mort prochaine d'un « immortel », qui lui permettra de poser ses fesses sur le fauteuil enfin libéré... Tous ces académisables considèrent l'accession à l'Académie comme le point culminant de leur carrière, la plus haute consécration qui les libérera d'un jeu futile qui, au fond, ne les a jamais vraiment amusés, la littérature.

Institution de consécration, l'Académie le serait à coup sûr si, qu'on excuse la familiarité de l'expression, elle ne mélangeait les torchons et les serviettes, autrement dit si elle n'accueillait que les écrivains qui brillent par leurs seuls mérites littéraires. Ce n'est malheureusement pas toujours le cas. Si elle a élu des écrivains de grand talent, elle en compte, hélas, d'autres, choisis davantage pour leur vernis social, leur notabilité, leur attachement au Système — cela a été reconnu, mais sous une forme plus aimable et plus libérale. Admettons. Toute institution a ses faiblesses, et de quel droit demanderions-nous à chaque académicien d'avoir une œuvre derrière soi, puisque certains n'en auront jamais une devant ?

Quelques académiciens tiennent, je l'ai dit, les cordons de la bourse du Fonds National de la Littérature, ce qui implique qu'il dépend probablement de trois, quatre écrivains belges qu'un autre écrivain belge obtienne ou non un subside à l'édition. On conçoit qu'il y a

là un pouvoir excessif qui fausse les rapports qui existent entre ceux qui ont besoin d'aide et manquent de force morale, et ceux qui peuvent accorder cette aide. Cette relation anormale amène la plupart de ceux qui ne font pas partie de l'Académie, qu'ils la glorifient ou prétendent la mépriser, à pratiquer à l'égard de ceux dont ils ont besoin, la « lèche », la flatterie, la soumission, l'abandon de tout esprit d'indépendance. Une vie littéraire normale devient impossible et, malgré de nobles discours sur la liberté, malheur à celui qui veut rester vraiment libre par rapport au Système et à ses serviteurs.

Mais les Académiciens ne règnent pas qu'au Fonds. On sait déjà que ce sont eux qui ont « fait » le Président de l'AEB. On les retrouve à la tête des revues, dans les jurys des prix, dans les comités des associations, à la commission d'achat (de livres) du Ministère de la Culture, bref partout où l'on peut accorder quelque chose à quelqu'un. Mais, dira-t-on, ce sont des écrivains comme les autres, ayant chacun sa personnalité propre, ses tendances particulières. Oui et non. En privé, assurément. En public, par contre, dans les jurys, les conseils, les assemblées, je les ai toujours vu voter comme un seul homme, unis, solidaires, comme le lobby qu'ils sont en réalité. Je me rappelle notamment — souvenir loufoque — cet académicien assis à côté de moi, me dire après une discussion générale, alors que je ne lui demandais rien : « Tu as raison... » et, quelques secondes après, se joindre aux autres académiciens pour voter contre moi... Un autre souvenir, plus amer. Il m'est arrivé une seule fois de siéger dans un jury littéraire — sans doute, mes chers confrères me trouvent-ils incompetent... Ce jury était composé de trois académiciens et de cinq non-académiciens. Tout s'est déroulé pratiquement en dehors de la « piétaille » qui n'a été consultée que pour la forme. On attendait qu'elle approuve la décision prise par les immortels. C'est ce qui s'est passé, à une exception près que l'on devinera aisément... Les académiciens, malgré leur victoire, sont partis en faisant la gueule. Ils n'aiment pas qu'on leur tienne tête. Si peu même qu'un directeur de revue, qui fait partie des augustes, à qui vous vous opposeriez, vous rayerait à tout jamais du nombre des écrivains vivants. Vous pourriez écrire un chef-d'œuvre. Pour sa part, vous n'existeriez pas. Cela n'a d'ailleurs pas tellement d'importance, étant donné que sa revue elle-même est inexistante. Ne soyez pas trop indépendant non plus à l'égard d'un académicien qui tient une critique littéraire. Vous pourriez vous faire éreinter. Les privilèges accordés aux académiciens leur donnent un pouvoir dont il leur arrive d'abuser tant dans le domaine financier que dans celui de la promotion.

Même les Histoires de la littérature contemporaine belge ne restent pas à l'abri des abus, des magouilles, des règlements de comptes, du copinage, de la complaisance. Telle dame écarte sans sourciller des consœurs qui lui déplaissent. Telle autre, armée, sinon de compétence, du moins de son « autorité » académique, élimine du chapitre qu'elle a rédigé, des œuvres majeures qu'elle n'a même pas lues, et ne retient que celles des collègues qui l'ont élue et de quelques amis. Universitaire ou pas, il est joli de tenir des discours savants sur les droits des peuples; cela devient gênant quand, délibérément, on ne respecte pas ceux des individus, et notamment des écrivains, en rédigeant des articles d'où on écarte des œuvres importantes qu'on ignore et dont on sait seulement qu'elles s'inscrivent dans une autre perspective que la sienne. C'est une contrefaçon de la réalité. Dans le domaine intellectuel en général, en Belgique en particulier, on se

montre tolérant à l'égard de tels falsificateurs. Le contrefacteur est même remercié et autorisé à se livrer à son sport favori...

Souvent, les anthologies sont conçues plus honnêtement, encore que dans ce domaine aussi, on n'échappe pas aux ostracismes et autres boycottages. Pour ce qui est de certaines institutions de caractère international, dont certaines uniques en Europe, elles servent certainement le prestige, voire la carrière des organisateurs belges ou des invités étrangers. Elles n'ont aucun intérêt pour les Lettres de notre pays.

Les écrivains belges, édités dans des conditions anormales dans leur propre pays, étouffés faute de diffusion et de promotion, « discriminés » tantôt par les officiels, tantôt par les jeunes chacals, lorsqu'ils n'appartiennent pas à tel clan, telle école à la mode, lorsqu'ils refusent le Système par leur vie et leur œuvre, lorsqu'ils apparaissent comme des brebis « noires », rouges, étrangères, sont tous tentés de rechercher l'espace, la lumière, la véritable consécration, la communication à Paris. Et quels que soient les artifices et les illusions de Paris — Balzac pas mort et le Capital toujours vivant... — ils désirent être édités par une grande maison parisienne. Dire que l'accueil français est bon ou mauvais est également simpliste. L'analyse mérite des poids plus fins.

Il est exact que des écrivains belges, habitant la Belgique — ce détail a son importance, étant donné la mentalité de beaucoup de Parisiens — sont édités à Paris par des éditeurs importants. Est-ce toujours dans des conditions normales, j'entends à compte d'éditeur ? Les auteurs, évidemment, disent rarement la vérité à ce sujet. Les éditeurs aussi d'ailleurs. Mais on peut raisonnablement affirmer que certains écrivains ont financé la publication de leur livre. Parmi ceux qui n'ont pas payé, il y en a qui avaient la chance d'avoir de bonnes relations avec des personnes relativement influentes, de leur avoir rendu quelques services. Il y en a aussi qui produisent de la littérature alimentaire, ceux qu'encore jeunes, on choisit à l'essai, parce qu'ils écrivent selon le dernier cri. Et enfin, oui, cela existe, il y en a un ou deux qui n'ont peut-être pas plus de talent que d'autres, mais qui ont plus de « pot ».

Restent les « recalés ». M. Pol Vandromme, dans une série d'articles publiés naguère dans « Le Monde », concluait péremptoirement que seuls les auteurs belges publiés à Paris avaient du talent. J'ai le regret de dire à M. Vandromme qu'à ce compte-là, lui qui a été si souvent édité en Belgique, n'en aurait aucun. Or, si je trouve détestables les thèses politiques de M. Vandromme, je trouve son talent estimable et original. En vérité, il arrive à d'excellents écrivains belges d'être refusés à Paris pour toutes sortes de raisons et même sans raison.

Voilà donc les écrivains belges desservis dans leur propre pays et à peine aidés en France. Mais peut-être l'Etat belge fait-il quelque chose pour les faire connaître dans le monde francophone ? Pour répondre à cette question, il faut revenir au Ministère de la Culture. Une commission d'achat (de livres) y siège, dont j'ai dit qu'elle est composée d'académiciens, de « modernistes » et de fonctionnaires. Cette commission est chargée de commander des ouvrages d'auteurs belges, ouvrages que le Ministère se charge de répartir entre les ambassades et les maisons de la culture à l'étranger. L'initiative serait excellente si, elle aussi, échappait aux magouilles et, dans une certai-

ne mesure, à la sottise, et si c'étaient vraiment les meilleurs livres belges édités en Belgique qui étaient commandés en plus grand nombre, et non des ouvrages souvent médiocres ou édités en France et qui se défendent donc mieux. Officiels ou « arrière-gardistes », jeunes ou vieux ont leurs favori, non seulement des auteurs, mais aussi des éditeurs. De certains livres remarquables, loués par les meilleurs critiques français, il n'a même pas été acheté un seul exemplaire. Les rancunes sont tenaces, les inimitiés politiques aussi.

Mais, pour rester juste, il faut rendre hommage à cet ex-attaché de cabinet du Ministre de la Culture, dont je ne partage pas les idées politiques, mais dont j'ai pu juger l'honnêteté et le courage et qui a lutté aussi efficacement que le lui permettaient les institutions contre les tricheries et le népotisme.

Depuis une vingtaine d'années, mon intervention directe ou indirecte a permis d'assurer en Belgique et à l'étranger la promotion de plus d'une centaine d'écrivains belges, soit par des anthologies, des ouvrages critiques, des articles, soit par des conférences, des meetings, des voyages. Ce n'est pas un élément d'autobiographie. Il ne figure d'ailleurs pas dans celles que j'ai écrites et je n'en ai jamais fait état jusqu'à présent. C'est simplement un élément de « l'inventaire », de l'Histoire de nos Lettres. Il en a été gommé, éliminé volontairement pour des raisons faciles à comprendre.

Belge d'origine étrangère, progressiste, estimant donc qu'on ne se sauve pas tout seul, il m'a semblé naturel de faire quelque chose et pour mon pays et pour aider mes confrères. Je n'ai évidemment pas agi pour qu'on me remercie. Mais je ne m'attendais pas non plus à cette discrimination hypocrite, à ce boycottage insidieux. Je ne donnerai qu'un exemple. En 1964, je faisais paraître « Ecrivains belges devant la Réalité ». Alors que dans mon propre pays, un critique accueillait cet ouvrage en affirmant que je l'avais écrit par opportunisme, pour plaire à mes modèles, qu'un autre, qui y figurait, prétendait que ceux dont je ne parlais pas, m'en voudraient, et que ceux dont je parlais ne m'en sauraient aucun gré, propos qu'il allait contredire rapidement par une haine rance qui ne s'est jamais démentie, et qu'un troisième commençait, en m'éreintant, une série d'articles où allait se manifester un prurit antisémite tenace et sénile, alors que la plupart de mes confrères accueillait un livre écrit pour faire connaître leurs problèmes et leur littérature, avec une hargne et une hostilité peu communes, un docteur ès lettres étranger, spécialiste aujourd'hui de notre littérature, écrivait : « Ce livre a contribué au fait que je suis devenu un lecteur passionné d'auteurs belges » et un autre me rappelait récemment dans une lettre : « Tu as été parmi les premiers, sinon le premier, à me faire connaître la littérature belge. »

Deux points encore. Il est curieux, et pour moi inimaginable, que la plupart des écrivains de ce pays vivent dans l'ensemble comme des soliveaux, imperméables à la vie, indifférents aux événements nationaux et internationaux, non pas au milieu des hommes, de la réalité, se ressourçant sans cesse, mais dans l'univers aride, stérile et brillant du vocabulaire, bref, et aussi modernes se croient-ils, dans une tour, sinon d'ivoire, du moins de béton. Ce comportement ghettoïque, complexé, explique en partie leur passivité, leur égoïsme, leur réticence à toute action concertée et dynamique pour réorganiser le milieu littéraire dans un sens positif.

Il me paraît tout aussi inimaginable, mais de plus scandaleusement inique, que du point de vue culturel — en 1979 ! — la classe travailleuse soit **pratiquement** tenue à l'écart, dans une sorte de réserve, comme une tribu primitive, d'où elle est libre de sortir en théorie, mais d'où, en réalité, elle ne sort pas, parce que rien n'est fait pour la placer dans des conditions optimales — ni, par exemple, les conditions de travail, ni une accession financièrement plus aisée à l'enseignement moyen et supérieur, ni une véritable démocratisation de la culture (vulgarisation intelligente, langage culturel accessible, action d'incitation à la lecture, contacts avec des écrivains etc.) — conditions optimales pour qu'elle participe, elle aussi, à la vie merveilleuse et fécondante de la littérature.

Les critiques et écrivains de mauvaise foi, qui m'auront lu, pourront faire le procès de mon « animosité », de mon « amertume », de mon « dénigrement systématique ». Ils diront que tout va bien, que personne ne triche, que le mérite est récompensé, que nous avons la chance de vivre dans un régime de liberté etc., etc. Je connais leurs arguments. Voilà des années qu'ils les utilisent. Fatigué un jour par les iniquités criantes et les tripatouillages révoltants, j'ai décidé d'en aviser un personnage influent, membre de l'Académie, et que je connais bien. Je lui ai exposé la situation. Il m'a écouté en silence, puis a tout nié en bloc. Alors, je lui ai fourni des noms, des dates, des chiffres, des preuves. Nouveau silence, puis : « Que veux-tu que je fasse ? » « Prendre tes responsabilités ». Il a plutôt pris la poudre d'escampette...

Que répondre aux critiques de mauvaise foi ? Une chose en tout cas : personnellement, je n'ai pas à me plaindre. Ce que l'on me refuse dans mon propre pays au nom de la liberté, m'a été largement accordé à l'étranger, au nom de la justice... Mais ce n'est pas une raison pour cacher le merdier littéraire qu'est ce pays, taire les tripotages, ne pas évoquer les discriminations que peut subir un écrivain pour des raisons esthétiques, politiques et, hélas, racistes, malgré tant de vertueuses dénégations. N'avouez jamais... Les grenouillages existent dans d'autres pays, mais lorsque l'organisme est fort, il résiste bien. Culturellement, ce n'est pas le cas de la Belgique.

Il y a une objection partiellement plus fondée qui pourrait m'être faite : « Vous analysez la situation déplorable de l'écrivain et de la littérature belges, mais vous ne proposez aucune solution. Quant à vos initiatives personnelles, elles restent utopiques et sans lendemain ». Il est vrai que je limite mon article surtout à la description d'une situation anormale, parce que je crois que la solution est globalement politique, échappe à une petite confrérie et, a fortiori, à un seul individu, aussi actif, aussi dévoué soit-il. Est-ce à dire que mes efforts personnels n'ont servi à rien ? Il y avait une part incontestable d'utopie dans le fait de croire, par exemple, qu'une douzaine d'écrivains auraient la possibilité et surtout la volonté d'agir efficacement dans le cadre d'un régime où tout les engage à faire cavalier seul. Si certaines de mes initiatives sont restées effectivement sans lendemain, d'autres, comme les ouvrages, les articles, les anthologies ont incité des Belges à s'intéresser à notre littérature et des étrangers à faire quelque chose pour elle. Ce n'est pas rien.

Il existe des éditeurs et des libraires belges, mais aucun éditeur belge ne réussit à percer, car il y a pléthore de livres français. Ne se retrouvant pas dans cette surabondance, le client va d'instinct à tout livre publié par un éditeur français connu et, pour lui, prestigieux.

Claude Vignon, critique.

L'écrivain belge souffre des maux (orgueil et honte, auto-incarcération) de la solitude à laquelle le condamne l'impossibilité d'atteindre le public, que l'on qualifie de stupide ou d'inexistant, qui cependant existe et lirait volontiers les œuvres belges de valeur s'il pouvait les trouver en librairie, mais le barage est aussi manifeste et efficace que l'entière, la béate ouverture à la littérature parisienne, et malgré les nombreuses initiatives individuelles, l'aliénation culturelle de ce pays ne cesse de vider les âmes de leur langage.

Jacques Crickillon, poète.

Il n'existe pas en Belgique francophone une seule vraie maison d'édition capable d'assurer la publication de tous les genres littéraires, la diffusion des auteurs dans le pays et à l'étranger, d'assurer les risques financiers normaux d'une publicité indispensable dans les quotidiens, à la radio et à la télévision; dans un régime où tout se vend et tout s'achète, pourquoi la bonne littérature ferait-elle exception ?

Suzanne Scheinert-Servais, poète.

Dans l'ébranlement psychologique, moral et économique de notre société, alors que ses maîtres s'efforcent de la rassurer et de la faire chanter, alors que le mercantilisme ne vise qu'à manipuler des masses toujours plus passives, alors que, pour dévier la faim de culture, complaire et exploiter, les communications de masse déversent un océan de non-culture, le poète neuf prétend rouvrir les yeux et demande un **effort**, plus à contretemps que jamais (dans l'ère post-industrielle) et qu'ailleurs (dans la Belgique des marchands).

André Doms, poète.

L'écrivain de la Belgique francophone existe-t-il ? Economiquement, certes pas : à l'investissement psycho-idéologique s'ajoute celui, trébuchant et sonnant, de la monnaie sauf si Paris et ses Grands Editeurs ou ses Très Grands Théâtres... mais presque toujours l'écrivain doit « participer » aux frais; d'autre part, comme le budget de la Culture tend vers le 0, l'aide de l'Etat s'avère pratiquement nulle; s'il est défulant — et utile — d'analyser l'absence de structures économiques favorables ou d'en dénoncer les carences et les scandales, l'écrivain ne doit-il pas se poser les questions suivantes : Pour qui j'écris ? Quels sont mes buts conscients et/ou inconscients ? Est-ce que je m'adresse à tous ou à un public précis ? etc. La fuite de l'analyse et l'absence d'insertions économiques placent l'écrivain dans la dérive d'une solitude parfois féconde, mais toujours déréalisante... qui empêche la vraie communication — fulgurante, subversive —, celle qui transgresse dangereusement tous nos signes : l'écrivain doit s'inventer une/sa langue, extirper l'autre en lui et retrouver l'urgence des autres : un programme archétypal et historique.

Pascal Vrebos, auteur dramatique.

Comme tout liseur, j'achète des livres que je puis voir et feuilleter chez le libraire, d'auteurs dont il m'a été parlé à l'école, à la radio, à la télévision, par un libraire ou un ami, ou sur lesquels mon attention a été attirée par un placard ou un article de présentation, ou de critique, dans les quotidiens et les publications que je lis, et s'il figure peu d'œuvres d'écrivains belges d'expression française parmi eux, c'est qu'il y a probablement comme qui dirait un défaut dans leur commercialisation, que leurs éditeurs ne tiennent pas à se fatiguer ou ne disposent pas des moyens nécessaires pour que leur marchandise ne soit pas boudée par les médias et obtienne sa place sur un marché submergé par les fabrications étrangères.

Charles Paron, romancier.

Ils déchirent ils mordent
leurs dents sont longues
ils piquent pompent blessent
ils n'aiment pas
Barbes et boucles
cachent traits de colombes
l'œil piègeur le bec dur
Sous toile bleue passée frangée
appétits de notaires
velours rosettes et battements de mains
Affamés des micros
des papiers glacés des premières pages
ils votent contre ils crachent sur
ils écrasent
Amitiés et province
à vous les strapontins
les dernières minutes
en robe des champs
il n'est de pourpre qu'à Paris.

Claire-Anne Magnes, poète.

Mis à part les quelques maîtres que nous donne chaque génération (et combien sont-ils ? cinq ? six ?) nous devons objectivement reconnaître d'éminentes qualités à dix, quinze ou vingt autres écrivains chez qui, toutefois, nous paraît toujours manquer un rien qui nous les ferait placer au niveau des grands; ce rien-là n'est pas toujours le même : ce peut être l'aisance ou le naturel, l'originalité ou la simplicité, une humble retenue ou au contraire une fière assurance; en fait nous observons chez eux un décalage entre ce qu'ils pourraient dire et ce qu'ils choisissent de dire, et ce décalage-là me semble bien provenir d'un complexe d'infériorité; il y a un quart de siècle ces auteurs frustrés lorgnaient avec envie et respect du côté de Paris; aujourd'hui leur malheur est plus affreux encore puisque c'est de toute la Francité qu'ils se sentent les parents pauvres, ne trouvant pas en eux, ni chez eux, les raisons de s'affirmer qu'ils prêtent aux Canadiens, aux Suisses, aux Africains francophones.

Jacques-Gérard Linze,
romancier, poète, essayiste.

Notes sur la « littérature prolétarienne » en Belgique (1918-1940)

A considérer la notion de littérature prolétarienne au double jour de l'**origine** et de la **conscience** de classe, nous excluons de ces notes partielles tant la littérature dialectale-populaire que le roman populiste de source bourgeoise (1). Sans viser à l'exhaustivité, notre propos voudrait rendre compte de la naissance et de la disparition d'une problématique telle qu'elle s'illustre dans les réflexions et dans la pratique d'un groupe, minoritaire certes, mais dont l'effort théorique mérite attention. D'autres écrivains prolétariens ont œuvré en Belgique. Moins liés à l'élaboration d'une pensée conceptuelle ou sortant du corpus chronologique, il n'en sera pas fait mention ici (2).

Phénomène limité, et d'importance contestable, le groupe **Tentatives** se fonde en 1928 autour d'A. Ayguesparse, A. Habaru, B. Goriély et P. Hubermont. Avec la revue qu'ils publient, le débat sur la littérature prolétarienne fait son apparition en Belgique. Au delà de son

1. Les limites tracées à notre propos n'ôtent rien aux problèmes théoriques de la définition d'une littérature prolétarienne. Un grand nombre d'écrivains liés à ce mouvement sont en effet des autodidactes, promptement sortis du milieu exclusivement manuel de leur enfance. Tousseul, par exemple : ouvrier carrier pendant un an et demi, artisan et journaliste... Prolétaire ? A une trop longue enquête, nécessitant de multiples exceptions, nous avons préféré une unité historique plus compatible avec la brièveté de ces notes.

2. Un recensement s'impose d'ailleurs, préalable à toute étude d'ensemble. Esquisse d'un tel travail, voir J. Cordier, *Du Pic à la Plume, Constant Malva*. De surcroît, la littérature prolétarienne ne s'arrête pas avec la seconde guerre mondiale. Mais après 1945, la littérature progressiste s'avère plus fortement conditionnée par la doctrine du réalisme socialiste, modèle de production artistique prôné par les communistes. C'est le sujet d'une tout autre étude.

histoire anecdotique (3), interrogeons-nous sur l'origine de cette initiative. Trois explications politico-littéraires concourent à la justifier :

— L'influence grandissante des courants politiques situés à gauche du Parti Ouvrier Belge, dans une période de crise économique et d'intense réformisme du mouvement socialiste. En témoigne la très réelle poussée de l'influence communiste.

— La constitution, en France, de la revue **Monde** et la reprise des discussions sur la littérature prolétarienne. Poursuivant une tradition de contacts entre l'intelligentsia progressiste des deux pays (4), nombre d'écrivains belges signent la déclaration « Notre Position » et répondent aux enquêtes françaises. En l'occurrence, le lien semble avoir été A. Habaru, journaliste au **Drapeau Rouge** et appelé par Barbusse à la rédaction de **Monde** (5). A l'époque, les divergences PCF/Poulaille ne semblent guère avoir marqué.

— Hypothèse : l'exclusion en 1928 d'un certain nombre d'intellectuels « trotskystes » par le PCB pourrait avoir libéré des écrivains du travail militant le plus quotidien. Le plus célèbre des exclus d'Anvers, Charles Plisnier, s'investit dès lors dans la discussion artistique.

Pas plus qu'en France, les essais doctrinaux du groupe ne parviendront à se donner cohérence. Dès 1931, Plisnier et Ayguesparse avouèrent des opinions divergentes. Débat sans originalité théorique, mais qui reflète bien le climat de l'époque et ce que la discussion avait de contradictoire parfois, de confus souvent.

Ayguesparse et Hubermont, 1928 : « Une fois pour toutes se pose aux artistes qui ont partie liée avec le peuple la tâche urgente de coopérer à la création d'un art qui réponde aux besoins spirituels de cette classe qui s'apprête à prendre en mains les destinées du monde (...). Mais qu'on ne s'y trompe pas. Le socialisme ne peut prétendre limiter les destinées de la culture à cette classe. C'est vers une culture et une civilisation largement humaine que le socialisme doit diriger toutes ses forces constructives. » (6)

Plisnier, 1931 : Se déclarant opposé à « l'ouvriérisme littéraire », il exige de l'écrivain « qu'il réalise l'antagonisme qui oppose le riche au pauvre, qu'il sente qu'un combat a commencé et qu'il ne finira qu'avec la disparition du riche ou l'anéantissement du monde, que dans son âme et dans sa vie, il soit du côté du prolétariat. » (7)

Ayguesparse, 1931 : « La culture prolétarienne sera le fait du prolétaire ou elle ne sera pas. » (8)

Quel que soit leur fond, ces discours, réfractant le débat français, ne rencontrent guère d'écho dans le mouvement ouvrier belge. Par la position dominante qu'il y occupe, le POB est essentiellement responsable de ce silence.

Si le moment où se développe la littérature prolétarienne, et si les rapports entretenus avec la gauche française ont pu jouer un rôle

3. cf. B. Goriély, « Quelques souvenirs de *Tentatives* et de *Prospections* », *Marginales*, nos 100/101, avril 1965, pp. 7 à 16.

4. A la suite notamment du courant de *Clarté*, déjà dirigé par Barbusse après 1918.

5. D'après Goriély, op. cit.

6. *Monde*, 15-9-1928.

7. *Prospections*, n° 5, p. 6.

8. *Prospections*, n° 6, p. 23.

dans l'immobilisme du Parti Ouvrier par leur caractère « subversif », plus fondamentales apparaissent cependant les raisons liées à sa pratique politique. Quand Vandervelde répond à l'enquête de **Monde**, il renvoie son lecteur aux réticences exprimées vingt ans plus tôt dans ses **Essais Socialistes** (1906) (9). A partir de l'idée que « l'obstacle n'est pas, en général, la question d'argent » mais bien « l'éducation première » et qu'un art socialiste ne se conçoit que sur la base des conditions nouvelles créées par la société socialiste, le « Patron » justifie en fait la politique culturelle de son parti. Avec le « pragmatisme » qui les caractérise, les socialistes belges n'envisagent le plus souvent la culture prolétarienne que dans le cadre de l'éducation ouvrière, ce que l'on appellera plus tard l'éducation permanente (10).

Fondamentalement en effet, le concept de littérature prolétarienne suppose l'autonomie de la classe ouvrière, il implique une vision de la lutte des classes où le prolétariat est amené à supplanter la bourgeoisie comme celle-ci a remplacé l'aristocratie en 1789 (11). Or, cantonné dans le réformisme, jamais le POB n'a fondé sa pratique politique sur la spécificité des revendications prolétariennes. La question d'un art propre à la classe ouvrière devait lui rester étrangère (12).

Malgré la disparition des revues, le groupe **Tentatives/Prospections** poursuit ses activités littéraires jusqu'en 1937-8. Outre l'influence française, des éléments nationaux peuvent expliquer l'extinction de la problématique d'une littérature prolétarienne :

— Vers 1936, le mouvement communiste international, et donc le PCB, renonce à la lutte « classe contre classe » au profit de la pratique du Front Unique. L'incidence sur la littérature prolétarienne de ce changement d'orientation politique est incontestable.

— Mais plus lourde de conséquences est l'évolution qui se dessine au même moment dans le POB. La tendance De Man, vers un parti plus autoritaire, progressivement séduit par les modèles (nationaux-)socialistes allemands et italiens, devait amenuiser encore l'attrait de la littérature prolétarienne. Lorsqu'un certain nombre d'intellectuels proches du POB emboîtent le pas à De Man, le groupe des écrivains prolétariens a déjà virtuellement cessé d'exister : Ayguesparse renonce à ce type d'écriture, Plisnier revient au christianisme, Baert, Hubermont, etc. collaborent à **Cassandre** avant de pactiser avec l'occupant. (13)

L'évolution que nous venons d'esquisser brièvement pose un certain nombre de problèmes littéraires. Nous consacrons les pages qui suivent à la manière dont Pierre Hubermont, que nous jugeons globalement représentatif du mouvement, a tenté d'y répondre.

La représentativité même de Hubermont pose d'ailleurs problème.

On ne peut certes assimiler globalement les partisans d'une littérature prolétarienne vers 1930 aux futurs collaborateurs. Certains ont payé de leur vie le refus du nazisme. Nous ne l'oublions pas.

9. *Monde*, 8-9-1928.

10. A l'exception de la Section d'Art, fondée avant 1900.

11. Comparaison fréquemment relevée dans les réponses à l'enquête de *Monde*.

12. Ne concluons pas cependant à la complète indifférence du POB. Un certain nombre d'écrivains ont trouvé du travail dans la presse socialiste, mais il s'agit d'une aide ponctuelle et non d'une politique concertée.

13. cf. « J'étais à Katyn », brochure publiée par l'occupant *Wallonie*, 1941-42, et *Voilà*, publiées sous le patronage nazi.

Il n'en demeure pas moins que l'évolution littéraire d'Hubermont révèle des liens étroits avec le cheminement politico-idéologique du groupe belge de la littérature prolétarienne.

Nous ne faisons pas œuvre d'historiens. Notre champ d'investigation est bien trop étroit pour apporter quelque causalité explicative que ce soit. Mais montrer un itinéraire peut aider à réfléchir — notamment à la complexité du phénomène de la collaboration.

Hubermont ? Né à Wihéries, dans le Borinage, 25 avril 1903. Parents mineurs. Fréquenté l'école jusqu'à 15 ans. Mineur. Peu après, rédacteur à l'**Avenir du Borinage**, journal local. Stagiaire à l'administration des Chèques Postaux, puis à nouveau journaliste en 1922, il entre comme rédacteur au **Peuple**, en 1928.

Paraît alors son premier roman, **Treize hommes dans la mine**, édité en 1930 chez Valois (14). Une deuxième œuvre, **Hardi Montarchain** sort de presse deux ans plus tard. L'avant-propos de ce livre est particulièrement intéressant. On y lit notamment :

« La méthode d'exposition employée dans ce roman de mœurs villageoises ressortit de la proposition de Marx et d'Engels, dont participaient déjà l'objectivisme de Flaubert et le réalisme de Balzac : **Envisager avec des yeux dégrisés les conditions d'existence des hommes et leurs rapports réciproques.** L'atmosphère est créée par accumulation de détails strictement observés. (p. 11).

Ainsi Hubermont s'inscrit-il d'emblée dans la tradition d'un certain réalisme dont il nous faut envisager le projet pour étudier son itinéraire romanesque. Balzac constitue, en matière de réalisme, une référence à notre avis fort commune et peu précise. Pour s'en convaincre, il suffit de rappeler qu'en 1950, la revue **Europe** conseillait aux auteurs réalistes socialistes de se référer au modèle narratif balzacien (15). Or, le fossé est large qui sépare littérature prolétarienne et réalisme socialiste. Quant à l'allusion à Flaubert, si elle recoupe peut-être l'aspect naturaliste objectiviste de l'œuvre, elle s'avère dénuée de valeur pour comprendre la pratique scripturale de l'écrivain.

Restent alors les références explicites à Marx et à Engels, d'autant plus pertinentes qu'on en soulignera l'originalité à une époque où la plupart de leurs textes sur la littérature et l'art n'étaient pas encore traduits en français (16). Reprenons donc les principales idées de Marx et d'Engels sur le réalisme et la littérature prolétarienne.

14. Roman paru dans la collection « Romans de la vie nouvelle » des éditions Valois qui affirmaient dans une exergue générale : *Une nouvelle littérature est en formation qui va exprimer la nouvelle culture. Elle doit être la littérature de l'homme qui travaille, par opposition à la littérature de l'homme qui se bat ou qui domine.* Le premier ouvrage publié dans la collection est *Passagère* de Simone Téry, qui adhéra en 1935 au PCF et qui produira par la suite des romans de facture réaliste socialiste. Voir à ce sujet Didier DUPONT. « Le didactisme des romans réalistes socialistes de Simone Téry : aspects narratifs et linguistiques », à paraître dans *Réseaux*.

15. P. Abraham, « Comment faire un numéro 'Balzac' en 1950 ? », *Europe*, juillet-août 1950.

16. Le premier recueil de traduction française des textes de Marx et d'Engels sur la littérature et l'art est paru en 1936. C'est à Jean Fréville qu'en revient le mérite. Une autre édition, augmentée et précédée d'une introduction de synthèse faite par le même Fréville est parue en 1954 aux Editions Sociales.

Dans une de ses lettres à Miss Harkness (17), Engels postulait que

« le réalisme (...) suppose, outre l'exactitude des détails, la représentation exacte des caractères typiques dans des circonstances typiques. »

Et il ajoutait même :

« Plus les opinions [politiques] de l'auteur demeurent cachées et mieux ça vaudra pour l'œuvre d'art. Le réalisme dont je parle peut se manifester même tout à fait en dehors des opinions de l'auteur. Permettez-moi [de l'illustrer par] un exemple. Balzac (...) »

Cette problématique de la **typisation** est intimement liée dans la tradition de la critique marxiste à celle de la **tendance**, proposée par Engels encore, dans une lettre à Mina Kautsky, le 26 novembre 1885 :

« Je crois que la tendance doit ressortir de la situation et de l'action elles-mêmes, sans qu'elle soit explicitement formulée, et le poète n'est pas tenu de donner toute faite au lecteur la solution historique future des conflits sociaux qu'il décrit. »

Le réalisme était donc, selon les fondateurs du marxisme, affaire de reproduction du réel, d'exposition du caché, de découverte des rouages sociaux qui, par l'enchaînement et la liaison des faits choisis et relatés **typiquement**, devaient avouer leur sens profond et leur mouvement.

La typisation eût pu conduire au schématisme. C'est pourquoi, dans l'esprit d'Engels, elle devait être ce point d'équilibre entre le **type et l'individu bien précis, un « celui-ci », comme disait le vieil Hegel (...)** (18). Ainsi conçu, le réalisme s'écartait de l'idéalisme. La peinture de la vie devait la représenter telle qu'elle était, profondément contradictoire, en perpétuel mouvement. La **tendance**, née de l'œuvre même, de son organisation interne et non de la volonté extérieure de l'auteur (ou d'un quelconque programme de parti) exprimerait, elle, la synthèse du mouvement dialectique du réel rendu dans l'œuvre par la typisation. C'est à ce prix que, selon Marx et Engels, l'auteur serait en mesure d'éviter l'idéalisme subjectiviste.

Ajoutons que **sur la base d'une juste compréhension de la situation des ouvriers sous le capitalisme, Engels exige de la littérature prolétarienne qu'elle exprime la fière révolte, l'irrespect révolutionnaire du prolétaire hors-la-loi.** (19) Cette insistance sur la révolte sera une constante des écrits théoriques littéraires prolétariens. Il n'est que de songer à Victor Serge :

« Nous entrevoyons un avenir où la collectivité, loin de mutiler l'individu, lui assurera un développement complet qui sera la condition de sa propre grandeur; l'esprit ouvrier avec ce qu'il comporte de révolte, de sens critique, de trempe des caractères, d'esprit d'organisation (dévouement au syndicat, au parti), d'aptitude à la solidarité, d'internationalisme, bref de tous les éléments d'une éthique et d'un droit nouveaux ». (20)

17. Lettre d'avril 1866. Les mots entre crochets ont été biffés par Engels. Voir Fréville, 1954, pp. 313-319.

18. G. Lukacs, « Friedrich Engels, théoricien de la littérature et critique littéraire », *Marx et Engels, historiens de la littérature*, Paris, L'Arche, 1975, p. 104.

19. *ibid.*, p. 93.

ou aux résolutions de la Conférence de Kharkov :

« L'artiste prolétarien ne peut pas être un contemplateur passif de la réalité. Il est avant tout un homme de pratique révolutionnaire, par chaque acte de sa production il participe à la lutte libératrice de sa classe ». (21)

Ces bases théoriques jetées, tentons maintenant de jauger l'application du double concept du **type** et de la **tendance** dans l'œuvre de Pierre Hubermont. Nous étudierons successivement les quatre romans publiés en volume par l'auteur, depuis sa participation au groupe des écrivains prolétariens, jusqu'à la guerre.

Treize hommes dans la mine (1930) témoigne d'une intention manifeste de montrer le « peuple » tel qu'il est et non tel que certains souhaiteraient qu'il soit. La typisation y est effective, tant dans la situation narrée que dans la description des protagonistes (personnages ou groupes). L'histoire est celle d'un éboulement qui emprisonne treize hommes dans la mine. Elle s'articule en trois parties correspondant chacune à un angle particulier de typisation des protagonistes :

L'équipe, celle des mineurs, dirigée par Prosper, mineur lui-même, syndicaliste, échevin, délégué à la conciliation entre les travailleurs et le patronat. Nulle part, il n'est explicitement question d'une attache quelconque à un parti politique défini. Mais la pratique militante de Prosper telle qu'Hubermont la rapporte permet de supposer une appartenance au POB. L'essentiel de son combat tient dans les **conventions** : « Rien ne vaut une convention, noir sur blanc. C'est comme chez le notaire : le droit, c'est ce qui est écrit. » Il justifie sa pratique réformiste en se plaçant sur le terrain d'une certaine légalité bourgeoise bien établie, sans jamais envisager son dépassement. Approuvé par quelques vieux mineurs qui défendent ainsi les améliorations sociales gagnées au cours des réformes antérieures, Prosper n'est pas à l'abri des critiques de ses camarades de travail qui jamais pourtant ne s'organisent en opposition. Hubermont ne craint donc pas de mettre à jour les antagonismes qui existent au sein même du prolétariat entre un chef d'équipe, syndicaliste et ses compagnons, syndiqués, de même qu'il n'hésite pas à exposer les divergences d'intérêts entre le chef porion et les mineurs. Le prolétariat nous est montré sous le double aspect de la **soumission** toujours prête à se muer en **révolte inorganisée** (22) et de la relative absence de solidarité de classe (quand l'équipe assure la relève d'un mineur malade, plusieurs travailleurs s'opposent à ce surcroît de labeur).

Les chefs, ceux qui dirigent la mine et ses travailleurs. Deux types émergent de cette partie : l'ingénieur et le gérant. Le premier est le lien entre les patrons de la mine et les mineurs, par sa pratique professionnelle et par ses origines sociales. Fils du forgeron du village, il a obtenu sa place par les appuis conjugués des clients de son père et de la fabrique d'église. Hubermont se plaît à montrer l'inconfort de sa position, entre une certaine sympathie pour les mineurs (qui la lui

20. V. Serge, *Littérature et Révolution*, Paris, Maspéro, 1976, pp. 91-94.

21. Cité d'après J.P.A. Bernard, *Le P.C.F. et la question littéraire, 1921-1939*, P.U. Grenoble, 1972, p. 64. Notons d'emblée l'écart qui sépare cette conception de celle qui présidait à la fondation de la collection des « Romans de la vie nouvelle ».

22. Même réaction des femmes face aux hommes.

rendent bien) et ses intérêts professionnels. La tendance implicite de cette typisation paraît être une condamnation du transfuge de classe. Le gérant de la mine, quant à lui, répond parfaitement au type du capitaliste conscient de ses intérêts de classe : château, chauffeur, voiture luxueuse, jeu en bourse... Il rêve à l'avenir radieux du capitalisme et se méfie de l'enquête judiciaire consécutive à la catastrophe minière. Il obligera l'ingénieur à emmurer treize hommes afin que le feu ne se propage pas à tout le charbonnage.

Des hommes, les mineurs et leurs familles, les patrons et leurs alliés. La dernière partie du livre voit les passions s'exacerber. D'une part, les mineurs agonisent dans d'atroces souffrances, invoquant « la bonne Sainte Barbe » ou rivalisant sauvagement pour conserver plus d'air :

« Les corps enlacés roulèrent jusqu'au pied de la roche. Les lutteurs tentèrent de s'étrangler, de s'arracher les yeux, le nez, les oreilles, les parties viriles. » (p. 173)

D'autre part, le patronat organise l'emmurement pour sauver l'outil de production, au nom du capital investi. Ce crime prémédité trouve des complices : le juge d'instruction fermant les yeux ; la troupe, suppléant les gendarmes, qui vient protéger la mine et les biens patronaux ; le délégué ouvrier enfin, justifiant l'assassinat au nom de la sauvegarde de l'emploi.

Sauvegarde du capital investi, sauvegarde de l'outil de travail : la conjonction d'intérêts est manifeste. Les conventions existent pour les garantir, en aménageant les modalités réciproques du consentement des parties engagées. Tel est le sens de la fin du premier roman d'Hubermont. Au cours de l'assemblée générale du syndicat, un jeune syndiqué surgit à la place de Prosper et explique qu'à la révolte désordonnée, il faut préférer l'envoi d'une délégation afin d'obtenir quelque compensation matérielle pour les veuves et les orphelins.

Ainsi apparaît la tendance dans **Treize hommes dans la mine** : un roman où la classe ouvrière n'a pour toute organisation qu'un syndicat égaré dans un projet réformiste de délégations et de conventions et dont le journal est victime du tribunal... pour avoir dénoncé l'exploitation des chevaux de mine. A moins que l'organisation d'avant-garde de cette classe ouvrière soit l'harmonie populaire dirigée aussi par Prosper et en constante opposition avec la fanfare patronale du chef-ponion...

Mélangant la chronique villageoise et l'intrigue politique, **Hardi Montarchin** (1932) raconte les conflits électoraux d'une petite cité boraine. La tendance réside essentiellement dans l'effacement progressif de l'opposition laïcs/ catholiques au profit de l'antagonisme notables/démocrates. Deux partis sont créés. Le premier réunit les « gens biens » autour de Séraphin Renard, ancien franc-maçon rallié : les « Intérêts Communistes ». En face, le « Cartel Démocratique » rassemble le bourgmestre laïc Fauconnier, opposé à la lutte des classes, et un groupe assez hétéroclite de socialistes s'accordant à proclamer :

« La lutte des classes, ce ne sont pas les socialistes qui l'ont inventée. Elle existe dans les faits. Et nous voulons l'abolir par le Suffrage Universel. Quand chaque électeur n'aura plus qu'une voix, il n'y aura plus qu'une classe de citoyens... » (p. 101)

Ce discours qui n'appartient plus guère à l'actualité politique des années 30 ne dégage cependant pas une perspective critique : entre

les deux partis, apparaît le type de l'intellectuel hésitant. Electeurs à trois voix, Sadi Leclercq et sa famille feront pencher la balance en faveur du Cartel, mais leur engagement ne confirme pas une adhésion aux idées démocratiques. Il n'est motivé, en dernière instance, qu'en raison d'une rivalité de propriétaires avec Séraphin Renard. Hubermont, appliquant ses principes théoriques, ne laisse pas entrevoir de choix plus politique. Dans l'ambiguïté de sa tendance, le roman montre à la fois son refus du réalisme socialiste (23) et les limites statiques de la littérature prolétarienne.

Dans **Marie-des-Pauvres** (1934) se retrouve le décor des œuvres précédentes : scènes du Borinage, accidents de travail... mais disparaît la typisation et, avec elle, ce qui différenciait Hubermont du romancier traditionnel. C'est l'histoire d'une petite fille que son père a voulu violer, d'esprit fragile dès l'enfance, et qui s'enfoncé progressivement dans une folie religieuse. Déterminisme de l'origine et du milieu : « On ne peut pas être une sainte quand on est pauvre... ». En apparence, Hubermont a changé de cap, ce qui l'intéresse ici, c'est le portrait psychologique, l'évolution d'une mentalité dans un contexte traumatisant. Témoin de cette focalisation nouvelle : la première personne à laquelle tout le roman est rédigé.

Une tendance explicite (assumée directement par le narrateur — ce qui indique un renoncement complet au concept engelsien) dirige la lecture de **l'Arbre creux** (1938). Le sens de ce dernier roman ne se dégage plus des actes ou de la situation des protagonistes, mais il s'inscrit dans leur discours et dans les interventions du narrateur.

L'objectivisme d'Hubermont disparaît encore dans le caractère autobiographique de l'œuvre. Problèmes du couple Clarisse et Vincent :

« Vincent a autrefois appartenu à un groupe d'avant-garde politique. Ce fut une de ces aventures de jeunesse dont il rapporta d'amères expériences humaines et qui ont accentué son goût de la retraite. » (p. 69)

Le héros circule dans les milieux qui furent ceux d'Hubermont : groupe « Initiatives » avec d'autres révolutionnaires (cf. supra, **Tentatives...**), discussions sur la musique prolétarienne, voyage en URSS (« les camarades soviétiques sont des bourreaux de temps, des iconoclastes de paix humaine » p. 203) etc. On frôle le roman à clés. Leçon explicite : l'amour et le bonheur sont incompatibles avec les activités et le projet révolutionnaire.

L'œuvre ultime révèle a contrario la pertinence des concepts de tendance et de typisation dans la définition de la littérature prolétarienne puisque l'une et l'autre sont abandonnées pour que Pierre Hubermont puisse à la fois critiquer ses volitions politiques de jeunesse et mettre sa production romanesque en accord avec l'itinéraire des intellectuels qui suivent Henri De Man. La rupture de l'écrivain avec les idées de ses débuts s'est faite par étapes, par le rejet du typique d'abord, de la tendance ensuite. Le constater équivalait à reconnaître que l'œuvre ne peut être reflet passif du réel mais bien modélisation de celui-ci.

23. Tel qu'il allait être codifié au Premier Congrès des Ecrivains Soviétiques.

EN DIAGONALE

TEMPETE SUR LE VIETNAM

C'est un véritable ouragan qui a déferlé sur le Vietnam, exsangue après sa guerre de Trente Ans, encore récemment « puni » par une Chine que certains voudraient si peu répressive. Et il se voit même comparé à la racaille nazie, parce que son passé et son présent le font abandonner, dans les conditions tragiques que l'on sait, par des centaines de milliers de ses habitants, souvent rejetés et poussés là où ils croyaient trouver refuge.

« Trois millions de Vietnamiens pourraient souhaiter quitter leur pays et l'exode pourrait s'étaler sur deux ans », a déclaré le ministre vietnamien des Affaires étrangères à des journalistes américains (1). En gros, ce total comprendrait un million et demi de Vietnamiens d'origine chinoise et un million et demi de Vietnamiens ayant collaboré avec les Américains ou le régime de Saïgon. Pour des raisons différentes, ces deux catégories de citoyens récuse la société en cours de construction dans la République du Vietnam. Construction difficile et qui impose à tous des sacrifices que précisément ne veulent pas accepter les familles qui avaient vécu la fausse opulence de Saïgon sous le régime Thieu (2). Tandis que les Hoa sont pris dans l'étau des contradictions chinoises...

Un mouvement exceptionnel de charité internationale se déploie pour venir en aide aux réfugiés. Qui n'y souscrirait ? Nous ne distinguons pas que ces réfugiés soient moins bons que d'autres. Ils sont, entre autres causes, les conséquences d'une tragédie contre laquelle nous n'avons cessé de lutter, et nous agissons depuis longtemps pour secourir les Vietnamiens, victimes des terreurs colonialistes française, sudiste, américaine, et ce avec des moyens peu comparables à ceux mis en œuvre aujourd'hui. A cette époque, la VIIe Flotte des USA ne recueillait pas de réfugiés...

On peut espérer que des situations aussi tragiques rencontrent une aussi ardente action : les Palestiniens, les Nicaraguéens, par exemple (3). D'autres drames, dans un passé pas très éloigné, ont soulevé moins d'élan et moins de mesures concrètes, comme le massacre de plus de 500.000 Indonésiens, accusés de sympathies communistes. Furent-ils de « mauvaises » victimes ?

Mais lorsque les délégués des USA constituent des dossiers en vue d'une liste de réfugiés « admissibles » sur leur territoire, qui est

(1) « Le Monde » du 14 août 1979.

(2) Jean de la Guérrivière note dans « Le Monde » du 24 juillet 1979 : « Les tensions que crée l'arrivée (en Thaïlande et Malaisie) de personnes dont certaines sont plus riches que bien des habitants des pays de premier accueil ».

(3) « Le Monde diplomatique » d'août 1979 relève qu'à la Conférence de Genève (juillet 1979) sur les réfugiés d'Indochine, le représentant de la Tanzanie s'est publiquement étonné de l'« ahurissante inconséquence dans l'attention et la réponse apportées par la communauté internationale au problème des réfugiés du Sud-Est asiatique par rapport au problème des réfugiés dans le reste du monde ».

« mauvais » ? Sont-ils meilleurs que d'autres, ceux qui sont acceptés en France, pour autant qu'ils y aient de la famille (première discrimination) et qu'ils « aient rendu service à la France » ? (Ces critères ont été publiés partout).

Ces victimes déracinées, aujourd'hui dans les flots, elles fuient depuis 1946, depuis le bombardement d'Haïphong par l'amiral T. d'Argenlieu relayé par Richard Nixon, et par ce que tout le monde sait. Mais on voudrait renverser les rôles en rendant Hanoï responsable de la guerre, de la mauvaise paix, coupable des départs à défaut d'être coupable de les interdire, si possible aussi coupable du refoulement en mer par les gouvernants de Thaïlande et de Malaisie.

A vouloir trop brouiller les cartes, certains s'y perdent, et d'autres s'égarant. Comme par exemple notre ministre de la Coopération, Mark Eyskens, qui a repris à son compte l'accusation, cent fois réfutée par Hanoï, selon laquelle le Vietnam veut reconstituer l'ancienne Indochine française (écho non vérifiable, dit-il...). Sur sa lancée M. Eyskens s'est également étendu sur l'extension de la coopération belgo-indonésienne, réfutant les objections de non-respect des droits de l'homme et de corruption soulevées contre ce pays. Il n'est possible, dit le ministre que de s'en tenir aux grands principes, et il faut se garder de toute indignation sélective. (« Le Soir » 23-7-79) ... n'hésitant pas à se démentir lui-même.

Après qu'Henri Simonet l'eût âprement critiqué, « Le Soir » (24-7-79) s'est interrogé. « Ce différend entre deux ministres chargés de nos relations extérieures risque-t-il d'avoir des répercussions au sein du gouvernement ? M. Eyskens ne le croit pas. Il s'agit d'une tempête dans un verre d'eau, « un verre que je boirai d'ailleurs, en compagnie de M. Simonet, et additionné d'un peu de whisky... » Réponse délicate pour les réfugiés.

L'un et l'autre avaient précédemment approuvé la scandaleuse suspension de l'aide alimentaire de la CEE au Vietnam, contribuant aux difficultés qui renforcent l'exode. Encore une punition pour ce malheureux pays, et pour les Vietnamiens qui restent. Ils sont quarante millions qui doivent être aidés; parce que soumis à ce que certains appellent pudiquement une déstabilisation provoquée par les conditions économiques, par les pressions guerrières et politiques de la Chine qui favorisent aussi cet exode par crainte d'une autre guerre.

Car ils savent ce que les précédentes leur ont laissé : « Non seulement le sol de nombreuses régions ne peut plus produire de riz, mais la pollution est responsable d'un nombre croissant de morts (des études ont montré un taux anormalement élevé de cancers du foie) et de malformations congénitales. Récemment, des inondations ont pratiquement anéanti les récoltes et leurs conséquences sur l'érosion de la couche supérieure du sol ont été aggravées par la disparition d'arbres et de broussailles, entraînée par les défoliants américains. Le montant de l'aide internationale reçue par le Vietnam depuis le départ des Américains — les Etats-Unis n'y participant pas — n'a même pas permis de compenser l'impossibilité de cultiver le riz comme autrefois. La plupart des Vietnamiens, et pas seulement les détenus, vivent avec une ration alimentaire insuffisante et souffrent

du manque d'équipements et de personnel médicaux » (*).

A ceux qui ont rappelé ces faits — et ces responsabilités — au vice-président des Etats-Unis lors de la Conférence de Genève sur les réfugiés, Walter Mondale a répondu « I am sorry ». Il s'est drapé dans une dignité plus sanglante que grotesque. Il se voulait procureur dans cette assemblée où l'on aurait aimé que le Vietnam plaidât coupable, quitte à le gratifier de quelques circonstances atténuantes. Mais le coupable n'est pas celui que tente de désigner une confusion savamment entretenue. Les Etats-Unis n'ont pas respecté leurs engagements d'aider le Vietnam à se remettre des destructions de leur sale guerre, et aujourd'hui c'est par millions que les dollars sont offerts aux réfugiés...

Déjà au printemps de cette année, avant la Conférence de Genève, un accord avait été conclu entre le Haut-Commissariat des réfugiés de l'ONU et le gouvernement vietnamien au sujet des départs. La Conférence a prolongé et étendu ces dispositions. Bien entendu, les réalités individuelles n'en restent pas moins douloureuses. C'est bien pourquoi nous continuerons à aider le Vietnam et les Vietnamiens.

Patrice GRANVILLE.

A TRAVERS LES DISCOURS POLONAIS DE JEAN-PAUL II

La fièvre est retombée à Varsovie, près de trois mois après la visite du pape Jean-Paul II. Mais son périple de neuf jours à travers son pays d'origine a sans doute laissé des traces profondes, qui ne manqueront pas d'influencer la vie de la nation polonaise.

Ce voyage, le premier d'un souverain pontife dans un pays dirigé par un parti communiste, était attendu avec attention par tout le monde. Avec espoir par beaucoup, avec probablement une pointe d'appréhension par d'autres. C'est que la Pologne est un pays socialiste aux particularités affirmées. D'abord en raison de la puissance de l'Eglise. Ensuite parce que ce pays traverse depuis quelques années des difficultés économiques et sociales sérieuses qui se reflètent, par exemple, au niveau des capacités d'approvisionnement et qui engendrent parmi la population, sinon une crise de confiance vis-à-vis du socialisme (peu d'observateurs se hasardent à affirmer que le caractère socialiste de l'économie polonaise est fondamentalement remis en question), en tout cas un certain désarroi et des interrogations sur le système de gouvernement.

Cela signifie-t-il, en raison de l'enthousiasme populaire qui a accompagné le voyage de Jean-Paul II, que cet événement annonce « la fin morale de la légitimité du pouvoir en Pologne », comme l'a affirmé le dissident Adam Michnik ?

(*) Témoignage de R. Swizer, assistante du Congrès américain pour les questions étrangères, et Saul Landau, qui fait actuellement fonction à Washington, de directeur du Transnational Institute, dépendant de l'Institute for Policy studies («Le Monde » du 31 juillet 1979).

On peut en douter, à en juger par la satisfaction affichée tant du côté des autorités polonaises que du Vatican à l'issue de la visite du pape. Mais il est en même temps certain que ce voyage a marqué — et marquera sans doute encore plus dans l'avenir — le point de départ d'une évolution décisive dans les rapports entre l'Eglise et l'Etat polonais. Et qu'il ne pourra pas rester sans conséquences sur l'ensemble de la vie publique, tout comme sur l'Eglise polonaise elle-même.

Par ailleurs, si la visite papale a eu d'abord un grand retentissement en Pologne même, on ne peut non plus perdre de vue qu'elle est appelée à avoir des répercussions sur les relations de l'Eglise avec l'ensemble des pays de l'Europe de l'Est — le développement de l'« Ost-politik » du Vatican est à l'ordre du jour — et qu'elle mérite l'attention du monde entier. Au cours de la trentaine de discours qu'il a prononcés, le pape ne s'est pas contenté de s'adresser aux seuls Polonais, il a aussi abordé des thèmes qui intéressent tous les hommes, qu'ils soient croyants ou non.

UNE EGLISE NATIONALE

Pour comprendre l'écho considérable qu'a eu dans le peuple polonais le voyage de Jean-Paul II, il faut garder présente à l'esprit la place qu'a occupée — et occupe toujours — l'Eglise catholique dans l'histoire de la Pologne. Celle-ci se confond depuis ses origines avec l'histoire de l'Eglise polonaise. La naissance de la Pologne coïncide avec sa conversion au catholicisme. Tout au long de son histoire, la Pologne s'est affirmée comme nation autonome parmi les autres peuples slaves à travers son attachement à cette religion. Pendant tout le XIX^e siècle, tandis que le pays était partagé entre la Russie, la Prusse et l'Autriche, l'Eglise catholique est restée le ciment principal de l'unité nationale. Au cours de la seconde guerre mondiale, l'Eglise s'est engagée massivement dans la lutte contre l'occupant nazi.

Tout cela explique que le passage de la Pologne dans le camp socialiste n'a pas entraîné une baisse d'influence notable pour l'Eglise. Aujourd'hui encore, le catholicisme jouit d'une vitalité que ne connaissent plus les autres pays industrialisés. Les églises sont pleines, les pèlerinages, comme ceux de Czestochowa, drainent des foules énormes, près de cinq cents prêtres sont ordonnés chaque année.

Les débuts des relations entre l'Eglise et l'Etat, au lendemain de l'instauration du régime socialiste, ont été marqués par l'hostilité réciproque. Après 1956, elles ont peu à peu évolué. Les progrès les plus notables ont été enregistrés dans les années 70, à l'occasion de la « politique à l'Est » inaugurée par Paul VI, de la reconnaissance par l'Eglise du fait socialiste et de l'acceptation d'inclure dans la Constitution polonaise les garanties demandées par l'Eglise en matière de libertés religieuses. Tout n'est cependant pas encore réglé et l'Eglise polonaise continue de revendiquer une plus grande liberté d'action, notamment le droit de disposer d'un tirage suffisant pour les journaux qu'elle édite.

UN ACTE DE COURAGE

Le voyage du pape aura sans doute été une étape décisive dans

le dialogue et l'amélioration des relations entre l'Eglise et l'Etat. Tout en insistant continuellement sur les liens constitutifs qui existent entre l'Eglise et la nation polonaise (au point de parfois donner l'impression que l'Eglise serait la seule dépositaire de la légitimité populaire), le pape a évité de reprendre à son compte les vieilles polémiques et a mis l'accent sur la normalisation des rapports avec l'Etat, en la considérant comme une épreuve pratique du respect des droits de l'homme et de la liberté religieuse inscrits dans la Constitution. Au terme de son voyage, remerciant les autorités polonaises pour leur accueil, le pape a souligné la portée historique de l'événement en disant qu'il s'est agi d'un « acte de courage des deux parties » et qu'un tel geste contribuera « au développement ultérieur des relations entre l'Etat et l'Eglise en Pologne et aussi entre le Saint-Siège et la Pologne » (on s'attend en effet à l'établissement de relations diplomatiques entre la Pologne et le Vatican dès l'année prochaine).

Le pape a aussi insisté dans plusieurs de ses discours sur la nécessaire unité de la nation polonaise, ce qui correspond également au souci des autorités polonaises. Cette unité est en effet indispensable au dépassement des difficultés économiques actuelles et à la réalisation des transformations socialistes qu'exige l'état d'avancement de la société polonaise. Mais il est évident que, pour le pape, cette unité passe par une organisation des relations Eglise-Etat qui inclut un dialogue (plus ou moins structuré) sur les contradictions et les conflits.

Dans cette perspective, l'élément le plus nouveau est sans doute, au travers du fait que l'Etat polonais a permis et donné au pape les moyens de s'adresser librement aux foules venues à sa rencontre, que le dialogue a quitté les sphères diplomatiques et les sommets hiérarchiques pour s'inscrire dans les préoccupations de la masse de la population. Une conséquence probablement inévitable en sera une confrontation nouvelle sur les problèmes, les choix et les valeurs de la société. Il appartiendra au Parti ouvrier unifié polonais, qui reste la force politique fondamentale, de promouvoir ce dialogue, cette confrontation, ce qui exigera sans doute des initiatives originales et courageuses (au niveau de la liberté d'expression notamment; mais aussi peut-être au plan institutionnel : ainsi une normalisation complète pourra-t-elle se satisfaire de l'actuelle confusion entre le parti et l'appareil d'Etat ?) Mais cela supposera aussi de l'Eglise polonaise un effort de rénovation car, en dépit de son caractère populaire, elle est restée sous bien des aspects à l'écart du mouvement encouragé par le Concile de Vatican II.

Du côté du POUP, ce souci n'est sûrement pas ignoré de tous et sera sans doute présent lors de la préparation de son prochain congrès, prévu pour février 1980. C'est ainsi que le directeur de l'hebdomadaire « Polityka », Mieczyslaw Rakowski, membre du Comité central du POUP, déclarait récemment à « L'Unità », l'organe des communistes italiens, qu'il serait nécessaire d'« analyser sérieusement les discours du pape pour trouver tous les éléments qui peuvent contribuer au renforcement du socialisme ». « Si l'Eglise dit qu'elle n'est pas éloignée de la classe ouvrière, mais est ouverte au mouvement ouvrier, le parti ne peut refuser cette philosophie, mais doit aussi assumer ces positions dans son programme politique. »

LA DIGNITE DU TRAVAIL

Tout le monde en effet a relevé — et ici nous débordons déjà des frontières de la Pologne — les paroles de Jean-Paul II sur le travail humain et sa dignité, qui contenaient des accents parfois proches de la pensée marxiste. Même si le mot « socialisme » ne fut jamais prononcé explicitement par le pape, celui-ci a précisé aux ouvriers de Nowa Huta, près de Cracovie, que « le christianisme et l'Eglise n'ont pas peur du monde du travail », ni « du système fondé sur le travail ».

Poursuivant sur ce terrain, Jean-Paul II a ajouté : « la problématique contemporaine du travail humain ne se réduit, en dernière analyse — que tous les spécialistes me pardonnent — ni à la technique, ni non plus à l'économie, mais à une catégorie fondamentale : à la catégorie de la dignité du travail, c'est-à-dire à la dignité de l'homme ». « L'économie, la technique et tant d'autres spécialisations et disciplines..., continua-t-il, si elles se forment en dehors de la dignité du travail humain, elles sont dans l'erreur, elles sont nocives, elles sont contre l'homme. » « Rappelez-vous cette unique chose, dit-il encore : le Christ n'approuvera jamais que l'homme soit considéré — ni qu'il se considère lui-même — seulement comme un instrument de production, et qu'il soit apprécié, estimé et évalué selon un tel critère. Le Christ ne l'approuvera jamais. C'est pour cela qu'il s'est fait mettre en croix. Pour s'opposer à toute dégradation de l'homme, y compris la dégradation par le travail. » N'y a-t-il pas là un terrain de convergence avec les marxistes, pour qui le travail ne peut être un moyen d'exploitation et d'asservissement de l'homme, mais un instrument de sa libération ?

Les discours de Jean-Paul II révèlent d'ailleurs une tentative intéressante d'approfondissement de la dimension humaniste du catholicisme, que ce soit à propos des droits de l'homme ou de l'insertion des chrétiens dans le monde contemporain. Par rapport à ses déclarations faites au Mexique, le pape semble avoir voulu préciser le contenu qu'il donnait à la notion de droits de l'homme. Il y inclut bien entendu les libertés religieuses, les libertés de conscience et d'expression, mais aussi le droit de vivre dans une nation maîtresse de son destin, celui de vivre dignement parmi les siens et enfin le droit au travail. « Le grand droit de l'homme, son droit fondamental, c'est le droit au travail et à la terre », déclare-t-il aux montagnards de Nowy Targ.

LA DIMENSION TEMPORELLE

De même, il se situe dans la droite ligne du concile quand il insiste sur la nécessité pour les catholiques de se mettre au service de l'homme et déclare que le christianisme n'éloigne pas du temporel mais y ramène « en donnant leur pleine importance à tous les problèmes de la réalité temporelle ». Au cours d'un discours improvisé à l'occasion d'une rencontre à Czestochowa avec des étudiants de l'Université de Lublin, il encourage les hommes à faire des choix personnels. « Tant pour le sort de la chrétienté que pour le sort du marxisme en Pologne, dit-il, la meilleure situation est quand les gens assument la responsabilité et le risque d'un choix personnel... Est dangereuse pour l'une et l'autre partie, pour l'Eglise et pour les autres, l'attitude de l'homme qui ne fait aucun choix, ou qui choisit seulement pour des raisons externes, par conformisme, et va à droite comme il irait à gauche. »

C'est dans la même optique que Jean-Paul II a plaidé pour la paix. A l'occasion de sa visite au camp d'extermination d'Auschwitz (un camp, a-t-il dit, « bâti sur la haine, sur la cruauté et sur le mépris de l'homme au nom d'une folie idéologique »), le pape ne s'est pas contenté de lancer un appel au monde contre la guerre. Il a aussi insisté sur la nécessaire lutte pour la paix : « Chaque jour voit augmenter la capacité de destruction des armes inventées par la technique moderne. Les responsables des guerres ne sont pas seulement ceux qui les provoquent directement mais aussi ceux qui ne font pas tout leur possible pour les empêcher ». En outre, la paix ne peut reposer sur la loi du plus fort mais sur le droit des nations « à l'existence, à la liberté, à l'indépendance, à leur propre culture, à un développement honnête ».

COMPATIBLE AVEC LA LAICITE ?

Toutes ces orientations sont incontestablement positives et peuvent servir de base utile à une coopération entre croyants et non-croyants. Toutefois, les discours du pape n'étaient pas dépourvus d'ambiguïtés. Tous les observateurs ont été frappés par son messianisme, par les accents de « croisé de la foi » que contenaient nombre de ses déclarations (et qu'on a d'ailleurs pu déceler en d'autres occasions), au point qu'on pourrait croire que, pour Jean-Paul II, l'Eglise a la mission d'exercer un véritable magistère sur l'ensemble de la société.

Certes, il faut tenir compte du fait que ces discours ont été prononcés en Pologne où l'Eglise, selon les propres termes du souverain pontife, connaît une situation « atypique ». Bien sûr, le pape a affirmé que « l'impérialisme de l'Eglise, cela n'existe pas ». Il n'empêche. Il est légitime de se poser des questions sur la philosophie politique du nouveau pape. On peut le suivre quand il met en avant le principe de la « subsidiarité », c'est-à-dire l'exigence de la pleine autonomie de l'Eglise à l'égard de l'Etat. Et il est évident que la liberté religieuse implique pour les croyants le droit de diffuser leur foi, de lutter pour faire prévaloir ce qu'ils considèrent comme le bien. Mais ce droit doit aussi être reconnu aux autres. Or, on a parfois l'impression que, dans la conception de Jean-Paul II, l'Etat et l'action politique se réduisent à un simple appendice dépourvu de véritable autonomie. N'a-t-il pas déclaré que « l'activité politique trouve son sens propre dans le souci pour le bien de l'homme, qui est un bien de nature éthique » ? La morale, pour le Pape, peut-elle être fondée sur une autre chose que sur la loi de l'Eglise ? Dans cette perspective, on aurait alors affaire à une Eglise qui aurait tendance à présenter la chrétienté comme fondamentalement constitutive des nations.

Une telle orientation serait bien entendu difficilement compatible avec une conception laïque de la société et pourrait être un germe sérieux de conflits, pas seulement en Europe de l'Est d'ailleurs. Elle n'est pourtant pas définitivement affirmée. D'autres déclarations pontificales ouvrent plutôt la perspective d'une Eglise œuvrant dans le monde moins pour le conquérir que pour contribuer aux progrès de l'espérance humaine. Sans doute le pape aura-t-il encore souvent l'occasion de préciser ses positions à ce sujet. Il sera de toute façon intéressant d'y être attentif.

Jean-Paul VANKEERBERGEN.

Des livres et des luttes

aux éditions de la Fondation Joseph Jacquemotte

CONTRE-PROJET POUR L'EUROPE



Six millions et demi d'eurochômeurs. Des industries qu'on démantèle. Des régions qui vont au désert. Les acquis sociaux qui s'érodent. Les capitaux qui prennent le large...

Alors, contre l'indifférence qui a marqué les premières élections européennes, contre la droite qui en est sortie confortée dans l'ensemble, contre l'austérité qui s'appesantit, voici un livre qui vient à point pour alimenter la réflexion de tous ceux qui luttent pour une autre Europe. « CONTRE-PROJET POUR L'EUROPE » est présenté par le Groupe d'Economie Marxiste (GEM), à qui nous devons déjà « Belgique, pays en voie de sous-développement » et « S.O.S. Sidérurgie ». Un livre d'un sujet brûlant pour une rentrée chaude... On peut se le procurer en versant 390 FB (+ 20 F de port) à la librairie « Du monde entier », rue du Midi 162, 1000 Bruxelles (tél. 02/513.07.91). CCP n° 000-0742094-44.

MARXISME ET LITTERATURE

Les polémiques n'ont pas manqué depuis un siècle, autour des textes laissés par Marx et Engels à propos de culture. Et au delà des « pères fondateurs », des œuvres théoriques sont nées — mal connues souvent — dans les remous de ces polémiques.

En ouvrant « MARXISME ET LITTERATURE », le lecteur ne craindra pas de s'aventurer avec l'auteur, Jean-Maurice Rosier, dans le dédale des influences et des références, tant est passionnante — pour qui sait surmonter la difficulté — cette exploration de la critique littéraire marxiste française des trente dernières années. Une exploration qui se veut débouchant sur une démarche critique nouvelle, interdisciplinaire et pluraliste, prenant en compte la spécificité linguistique du texte littéraire. Un livre pour apprendre à mieux lire. L'ouvrage vous sera envoyé après virement de 300 FB (+ 20 F de port) au CCP n° 000-0188745-80 de la Fondation J. Jacquemotte, avenue de Stalingrad 20 — 1000 Bruxelles (tél. : 02/512.90.12).



Morand 79



ABONNEZ-VOUS !

L'abonnement annuel (10 livraisons) : 500 F

L'abonnement « jeunes » (moins de 25 ans) : 250 F

Etranger : 600 F

Soutien : F.

ADRESSE : 20, avenue de Stalingrad — 1000 Bruxelles

Téléphone : (02)512.90.12

CCP 000-0188745-80 de la Fondation J. Jacquemotte.

Auteur-éditeur responsable et correspondance :

Rosine Lewin / rédacteur en chef
Avenue de Stalingrad, 18-20, 1000 Bruxelles

60 F